

[FENÊTRES] SUR COURS


SNUipp - FSU
HEBDOMADAIRE
N° 432
23 JANVIER 2017
ISSN1241-0497

ENQUÊTE
**Une nouvelle
génération de PE ?**

APC
**Obtenir des
avancées**

Enseignement explicite :
une clé pour la
réussite de tous

RISQUES PSYCHO-SOCIAUX : LES ENSEIGNANTS EXPOSÉS



© NIRA/ANSA

A LA UNE

Enseignement explicite: une clé pour la réussite de tous



ERRATUM

Une erreur s'est glissée en page 10 de la brochure sur les nouvelles carrières jointe à ce numéro de *Fenêtres sur cours*. Dans le tableau d'avancement à la hors-classe pour « situation future : durée échelon à partir de septembre 2017 », la durée entre 3^e et 4^e échelon est de 2,5 ans et non de 3 comme indiqué.

[FENÊTRES]
SUR COURS

Hebdomadaire du syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC

128 boulevard Blanqui 75013 Paris
Tél. : 01 40 79 50 00
E-mail : fsc@snuipp.fr

SOMMAIRE

5

L'ENFANT A L'ÉCOLE

LA FESSÉE MISE AU RANCART

6

ACTUS

APC: PORTER LA VOIX DES PERSONNELS POUR OBTENIR DES AVANCÉES

10

GRAND ANGLE

MIXITÉ SOCIALE AU COLLÈGE : LES PASSE-MURAILLES D'AVIGNON

12

DOSSIER

ENSEIGNEMENT EXPLICITE : UNE CLÉ POUR LA RÉUSSITE DE TOUS

18

MÉTIER

SEGPA : QUATRE ÉLÈVES SUR DIX DIPLÔMÉS

24

RESSOURCES

DES ROBOTS POUR CODER

26

AUTOUR DE L'ÉCOLE

« GÉNÉRATION WHAT » : UN PORTRAIT DES JEUNES FRANÇAIS

30

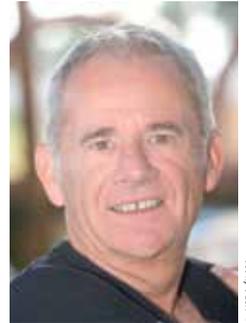
GRAND INTERVIEW

GÉRALDINE FARGES

Des vœux de liberté, d'égalité et de fraternité



Le grand froid qui sévit actuellement augmente considérablement les risques encourus par les migrants. Cela rend d'autant plus insupportable la position de l'État qui considère la solidarité avec ces femmes et ces hommes dans la détresse comme un délit. À quand une politique d'accueil de notre pays respectueuse et conforme aux droits humains ?



© NIRA/ANSA

Par ailleurs, le rapport annuel de l'organisation Oxfam nous apprend qu'en France, les 21 personnes les plus riches détiennent autant que les 40 % les plus pauvres. Notre société est profondément inégalitaire mais plus grave, la tendance est à l'accroissement des écarts. Les politiques libérales successives en sont responsables. Elles ont creusé les inégalités, accru chômage et précarité, remis en cause les droits sociaux. À quand une véritable réforme fiscale pour réduire les inégalités de revenus, pour financer des services publics et une protection sociale de qualité permettant un égal accès à l'éducation, à la culture, aux soins de santé, au logement ?

Concernant l'école, deux rapports récents interpellent. Le premier, du sénateur Carle, souligne que le taux de démissions dans le 1^{er} degré a triplé entre 2012 et 2015. Le second, du ministère, révèle que les enseignants des écoles sont particulièrement exposés aux risques psychosociaux et subissent le plus de contraintes de temps et de pression. La dégradation des conditions de travail est une réalité indiscutable. Ces rapports confortent le SNUipp-FSU dans l'urgence de les améliorer. Notre campagne pour la suppression des APC qui a permis l'ouverture de discussions avec le ministère s'inscrit pleinement dans cette priorité.

Très bonne année 2017.

Christian Navarro

Directeur de la publication : Régis Metzger
Rédaction : Francis Barbe, Laurent Bernardi, Marion Duguet, Laurence Gaiffe, Pierre Magnetto, Régis Metzger, Philippe Miquel, Jacques Mucchielli, Christian Navarro, Francette Popineau, Emmanuelle Roncin, Virginie Solunto.
Conception graphique : Acte Là !

Impression : SIEP Bois-le-Roi
Régie publicité : Mistral Media
365 rue Vaugirard 75015 Paris
Tél. : 01 40 02 99 00
Prix du numéro : 1 euro Abonnement : 23 euros
ISSN 1241 0497 / CPPAP 0420 S 07284
Adhérent du syndicat de la presse sociale

Sont joints à ce numéro : une brochure sur les nouvelles carrières ainsi que le programme des universités de printemps du SNUipp 69 adressé aux adhérents des académies de Lyon et de Grenoble.

La fessée mise au rancart

L'Assemblée nationale a voté l'interdiction des violences corporelles sur les enfants, mettant la France en règle avec ses engagements internationaux.

Finis le martinet, les bonnes torgnoles « *qui n'ont jamais fait d'mal* » et les fessées : les parents excédés vont devoir désormais trouver autre chose pour « éduquer » leurs enfants. Par le biais d'un amendement intégré à la loi Égalité et citoyenneté adoptée le 22 décembre dernier, l'autorité parentale devra désormais s'exercer en excluant « *tout traitement cruel, dégradant ou humiliant, y compris tout recours aux violences corporelles.* » Enfin ! se féliciteront la plupart des pédiatres, psychologues et spécialistes de la petite enfance pour qui ce genre de pédagogie active n'a pas la moindre valeur éducative, bien au contraire. Et il est vrai qu'il était temps, la France ayant été condamnée en mars 2015 par le Conseil de l'Europe au motif qu'elle ne prévoyait pas « *d'interdiction suffisamment claire, contraignante et précise des châtiements corporels* » au sein de la famille, l'ONU le lui demandant quant à elle depuis 2006. Alors pourquoi ce manque

d'empressement à légiférer quand la majorité des États européens l'ont déjà fait ? En partie sans doute en raison d'une opinion publique toujours majoritairement rétive à ce qu'elle considère comme une intrusion dans la sphère privée.

Un outil de prévention

Dans un sondage de 2015, 70 % des Français interrogés se disaient opposés à l'interdiction de la fessée. Quoi qu'il en soit, la ministre des Familles s'est félicitée de ce texte qui constitue pour elle un « *outil indispensable à la prévention de la maltraitance des enfants, [qui] permet de franchir une étape supplémentaire dans la mise en œuvre de la Convention internationale des droits de l'enfant.* » Et puis que les fesseurs compulsifs se rassurent et que leurs gosses ne se croient pas tirés d'affaire... la disposition, maintenant inscrite dans le code civil, n'est assortie d'aucune nouvelle sanction pénale à l'encontre des contrevenants.

FRANCIS BARBE



En Allemagne, une campagne associative « On n'a pas le droit de battre les enfants » a abouti à l'interdiction totale de la « fessée ».

EN BREVE

FRANCE TV

PAS DE PUB POUR LES ENFANTS

À partir du 1^{er} janvier 2018, les publicités dans les programmes pour enfants du groupe France TV seront supprimées, à la télévision comme sur Internet. Le parlement a adopté cette proposition de loi le 8 décembre dernier. Cette décision a pour but de mettre fin au matraquage publicitaire dont les enfants sont la cible. Notamment celui du marketing alimentaire qui, selon l'OMS, serait directement lié à l'obésité infantile.

TABAGISME PASSIF

FUMÉE INTERDITE EN VOITURE

En Écosse, il est désormais interdit de fumer dans une voiture en présence d'un enfant. Cette loi a été votée par le gouvernement dans le cadre de la campagne « *génération sans tabac* », qui vise à réduire le nombre de jeunes fumeurs d'ici 2034. La ministre de la Santé met particulièrement l'accent sur le tabagisme passif, encore beaucoup sous-estimé, qui a de lourdes conséquences sur la santé des enfants. En France une loi similaire a été votée en janvier 2016, sanctionnant d'une amende toute personne fumant dans une voiture ou dans un lieu public en présence d'un enfant.

PETITE ENFANCE

GARDE D'ENFANTS : DES PLACES EN AUGMENTATION

L'offre d'accueil continue de s'améliorer pour la prise en charge des tout-petits d'après le rapport annuel de l'Observatoire national de la petite enfance. 56,1 places pour 100 enfants en 2014, contre 55,1 en 2013 et 50,5 en 2010. Dans le détail, pour 100 enfants, 17 places étaient offertes en crèche, 33,1 chez les assistantes maternelles, moins de deux pour la garde à domicile et quatre à l'école maternelle. Selon la Cnaf, la France (hors Mayotte) comptait 2,3 millions d'enfants de moins de 3 ans au 1^{er} janvier 2015.

EN BREF

GRANDE-BRETAGNE

L'EXEMPLE CONTRE LA RADICALISATION

Le gouvernement britannique souhaite que les agents publics, les personnels territoriaux et politiques prêtent allégeance aux valeurs telles que la tolérance, la démocratie ou l'égalité. Cette mesure pourrait être étendue aux employés des services de santé et au personnel de la BBC, y compris les journalistes. Cette réponse apportée par le gouvernement conservateur de Theresa May dans un rapport sur la cohésion sociale pour lutter contre l'extrémisme religieux ne fait pas l'unanimité. Elle a été jugée superficielle et facteur de division par le parti libéral-démocrate et le parti travailliste estime qu'elle ne combattra pas la radicalisation.

TURQUIE

DES ÉCOLES POUR LES ENFANTS SYRIENS

La Commission européenne vient de signer des contrats pour 270 millions d'euros pour construire et équiper une centaine de bâtiments scolaires destinés à 70 000 enfants syriens réfugiés en

Turquie. Des contrats supplémentaires devraient être bientôt signés dans le domaine des soins de santé et du soutien socio-économique dans le cadre du programme appelé « *facilité de l'UE en faveur des réfugiés en Turquie* ».

SUÈDE

ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES DANS LES ÉCOLES

Comme le demande leur ministère, les écoles de Suède sont en train de repenser leur approche pédagogique afin d'assurer la plus grande égalité possible entre les sexes. Certains classiques de la littérature enfantine, comme Blanche-Neige, sont remplacés par des ouvrages dont l'objectif est d'éviter les représentations qui produisent les stéréotypes de genre. Tous les élèves ont un accès équivalent à une même variété de jeux, de jouets et de costumes, dans un même espace. Les enseignants appliquent une pédagogie neutre en matière de genre tant dans leur comportement que dans leur enseignement. Et grâce à la discrimination positive à l'embauche, certaines écoles comptent jusqu'à 30% de personnel masculin.

ERASMUS

30 ANS, LE BEL ÂGE



Le programme européen de mobilité Erasmus fête ses 30 ans. Conçu pour démocratiser les échanges universitaires internationaux, il a favorisé davantage d'harmonisation des cursus en Europe. Depuis 1987, ce sont plus de 5 millions d'étudiants, mais aussi d'enseignants, de formateurs, de lycéens et plus récemment encore d'apprentis ou de jeunes entrepreneurs, qui ont participé aux programmes, devenus Erasmus+ en 2014. Ils se sont diversifiés avec le temps. Depuis trente ans, un million de Français ont pris la route pour s'installer pour quelques mois dans l'un des 33 pays qui participent maintenant à cette initiative européenne. Au-delà de son apport pour l'apprentissage des langues, le programme permet de tisser des liens avec les cultures d'autres pays et constitue une véritable expérience de vie. Il a permis de multiplier les accords d'échange entre universités et offre une belle carte de visite pour décrocher un emploi. C'est l'Espagne qui tient la tête des pays tant par le nombre de personnes envoyées à l'étranger que par celui d'étudiants reçus. Le climat et l'imaginaire collectif autour du film *L'Auberge espagnole* ne font pas tout. Le coût de la vie peu élevé est attractif quand le financement reste le principal problème des candidats au départ. Le budget du programme européen est de 14,7 milliards d'euros pour la période 2014-2020, 40% de plus que pour 2007-2014. Une meilleure attribution des bourses et le cumul possible de différentes aides (CROUS, régions, départements, Europ'App...) devraient permettre de démocratiser encore davantage ce programme plébiscité, quand dans le même temps l'Union européenne traverse une crise existentielle majeure. VIRGINIE SOLUNTO

Luc Rouban, directeur de recherche CNRS-Cevipof (Sciences Po)



3 QUESTIONS À

« *Le vote protestataire progresse chez les enseignants* »

Quels sont les enseignements de l'enquête du Cevipof sur les intentions de vote des enseignants aux présidentielles?

Quel que soit le candidat socialiste en 2017, il obtiendrait auprès des professeurs des écoles environ la moitié de ce qu'avait recueilli François Hollande en 2012 (20% dans l'hypothèse Manuel Valls). Cela débouche sur une radicalisation à gauche avec Jean-Luc Mélenchon qui double son score de 2012 (20% contre 11% en 2012).

Mais cette radicalisation joue aussi à droite avec la progression des intentions de vote pour Marine Le Pen qui passent de 4% à 8%. Enfin, il y a un fort appel d'air au centre, avec François Bayrou à 13% et Emmanuel Macron à 14%.

Qu'est-ce que cela dit de leurs préoccupations?

Il faut faire la part des effets mécaniques de l'offre électorale et des facteurs de radicalisation. Le premier est la déception à l'égard du quinquennat de François Hollande qui n'a pas dégagé de philosophie forte du service public et dont cer-

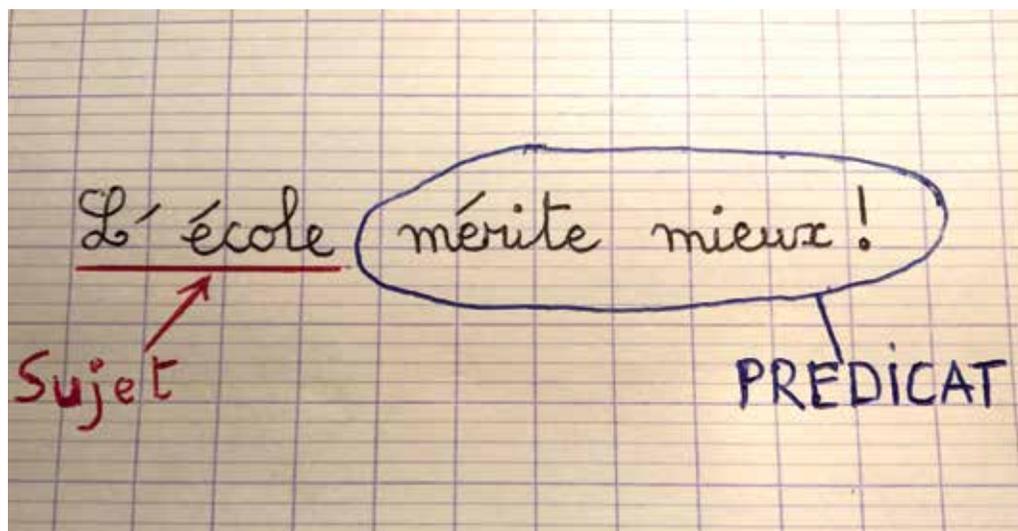
taines réformes, comme celle des collèges, ont braqué une partie du corps enseignant. L'autre facteur, c'est la très forte demande d'autorité qui s'investit autant vers la gauche contestataire, pour placer le service public au centre des besoins sociaux, que vers le FN, qui défend lui aussi les services publics mais dans une perspective nationaliste. La question de la laïcité et de la protection contre les communautarismes est au centre de ces deux orientations. Le choix électoral dépend ensuite de la catégorie d'enseignant, de son âge et de son patrimoine.

Est-ce qu'il y a une spécificité enseignante?

Non, pas vraiment. Les enseignants restent le socle du vote de gauche. Mais ils partagent avec d'autres corps, comme les policiers, les pompiers, les personnels hospitaliers, les mêmes difficultés dans la relation directe aux usagers, une relation que ne connaissent pas tous les fonctionnaires. La demande d'autorité est déclinée différemment selon les métiers mais on retrouve partout l'idée selon laquelle le service public comme institution n'inspire plus de respect.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENCE GAIFFE

Le SNUipp en campagne pour l'école et les enseignants



Quelques mois avant des échéances électorales capitales pour le pays, quelles sont les questions qui agitent l'éducation nationale? La préparation de la carte scolaire avec la dernière dotation du quinquennat confrontée aux besoins du terrain (voir ci-dessous)? L'accent indispensable à porter sur la formation initiale et continue des enseignants? L'amélioration des conditions de travail et de la reconnaissance des mêmes enseignants, tellement essentiels dans la construction de la société de demain? Vous n'y êtes pas. C'est la controverse autour du prédicat et de son supposé hermétisme inaccessible aux jeunes élèves qui fait actuellement le miel des chroniqueurs et autres polémistes professionnels.

Le livre blanc du SNUipp

Le SNUipp-FSU estime que l'école et ses acteurs méritent un débat d'une toute autre tenue. Les choix budgétaires de ce gouvernement, s'ils ont commencé d'inverser la logique du précédent quinquennat, n'ont redonné à l'école ni la sérénité, ni les moyens suffisants pour mieux avancer sur le chemin de la réussite de tous. Du côté des enseignants des écoles, la barque est souvent trop chargée comme le montrent la dernière enquête de la Depp sur les risques psycho-sociaux (voir page 30) ou l'augmentation du nombre de démissions (voir page 19). Améliorer les résultats d'une école régulièrement pointée dans les rapports et enquêtes pour son incapacité à lutter contre les

inégalités sociales, c'est forcément se pencher sur celles et ceux qui la font tous les jours. C'est le sens de la campagne actuelle du SNUipp autour des APC et de l'allègement du temps de travail des enseignants. Au-delà, c'est bien une vraie ambition pour l'école et la réussite de tous les élèves que défend le syndicat qui développera ses propositions dans un livre blanc en préparation. Avec la volonté de porter haut et fort la priorité pour l'éducation comme élément incontournable dans les débats publics des mois à venir. PHILIPPE MIQUEL



NOUVELLE FORMATION SPÉCIALISÉE: INACCEPTABLE EN L'ÉTAT

Le nouveau Certificat d'aptitude professionnelle aux pratiques de l'éducation inclusive (CAPPEI) entérine une dégradation de la formation des personnels spécialisés dispensée antérieurement dans le cadre de la formation CAPA-SH. Le temps de formation est réduit de 25% (passant de 400h à 300h). Les exigences et la qualité de la certification sont revues à la baisse. Les missions des enseignants spécialisés du champ de l'adaptation sont réorientées en grande partie vers l'inclusion et le handicap. Le SNUipp-FSU et la Fédération nationale des associations des maîtres E (FNAME) ont lancé une pétition nationale (à signer en ligne sur snuipp.fr) pour une formation spécialisée de qualité. Les discussions continuent et le SNUipp entend bien que ces propositions y soient intégrées.

CARTE SCOLAIRE

LE DIFFICILE PARTAGE DU GÂTEAU

4311 postes pour le premier degré à la rentrée 2017 pour 12 658 élèves en moins. Si la dotation est positive pour toutes les académies (voir page 8), il n'en ira pas de même pour tous les départements et l'examen de la répartition laisse apparaître des fortes inégalités selon les régions (seulement +4 pour Caen, Nancy-Metz et Dijon). La nouvelle répartition sociale des moyens mise en place par le ministère n'est sans doute pas étrangère à ces déséquilibres à l'avantage des académies caractérisées par des centres urbains (Lyon, Aix-Marseille, Versailles...) et/ou l'existence de zones d'éducation prioritaire (Créteil, Guyane, La Réunion...).

Najat Vallaud-Belkacem a annoncé les priorités qui ont guidé cette répartition : le renforcement des moyens de remplacement et de formation continue avec la création de 1500 postes de remplaçants, la généralisation du « maître en plus » dans les écoles de l'éducation prioritaire ainsi que l'élargissement de l'accueil des moins de trois ans, le renforcement des écoles rurales et de montagne avec 100 postes consacrés au développement des conventions « ruralité »... Des objectifs qui ne couvrent pas tous les besoins, notamment les RASED sur lesquels la ministre s'était pourtant engagée. La ventilation départementale qui s'opère dans les comités techniques académiques de janvier aura du mal à coller à ces directives nationales. Car dans les départements les besoins sont divers et nombreux : effectifs chargés, RASED à reconstituer, remplacement en berne, contraintes structurelles du tissu scolaire rural...

Les opérations de carte scolaire qui s'annoncent risquent à nouveau de se dérouler dans un contexte tendu.

PHILIPPE MIQUEL

47,9

C'est le pourcentage des élèves scolarisés dans des classes multi-niveaux à la rentrée 2016 selon les derniers chiffres de la Depp. Ces classes multi-âges, stables par rapport à l'année précédente, se retrouvent surtout en maternelle puisqu'elles concernent 61,4% des élèves et dans les zones rurales où 75% des élèves sont en classes multi-niveaux.



ÉVALUATION

LES MODALITÉS D'INSPECTION POUR 2016-2017

Dans un courrier aux Dasen, le ministère décline l'organisation des inspections jusqu'à la rentrée prochaine et la mise en place des nouvelles modalités d'évaluation. Priorité est donnée à l'inspection des personnels qui, au 1^{er} septembre 2016, bénéficient au 6^e échelon d'une ancienneté d'échelon inférieure ou égale à un an. Même chose pour ceux qui, à la même date et au 8^e échelon, ont une ancienneté comprise entre 6 et 18 mois et n'ont pas eu une inspection récente, c'est-à-dire inférieure ou égale à 3 ans. Sont enfin prévues des visites d'accompagnement et de conseils pour les T1 et T2 ne donnant pas lieu à notation.

🐘 Rubrique *L'école/Le système*



PRÉCAIRES

LA PROFESSIONNALISATION DES AVS À LA PEINE

Le ministère a récemment confirmé au SNUipp-FSU l'obligation de respect des 20h hebdomadaires pour les personnels AVS en contrat CUI. Mais c'est aujourd'hui du côté des contrats AESH que le bât blesse. Alors que le syndicat réclame à minima un temps de travail de 24h hebdomadaires, le ministère continue de vouloir ajuster cette quotité aux notifications MDPH d'une durée qui peut être inférieure. Un temps de travail remis en cause chaque année et un nouveau diplôme qui peine à se concrétiser ne favorisent pas la véritable professionnalisation de ces personnels dont l'école a besoin.

APPEL

TRANSFORMER L'ÉCOLE POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS SCOLAIRES

À l'occasion du colloque national qu'il organise le 26 janvier sur les dispositifs mis en place dans les territoires de l'éducation

prioritaire (lire page 22), le SNUipp-FSU lance un appel *Éducation prioritaire : transformer l'école pour réduire les inégalités scolaires*. Un texte qui proclame « que pour répondre aux enjeux de justice sociale, faire progresser et réussir tous les élèves, il est indispensable de renforcer les politiques d'éducation prioritaire » et déjà signé par de nombreuses personnalités et chercheurs du monde de l'éducation.

🐘 À lire en ligne sur snuipp.fr le 26 janvier.

ÉDUCATION PRIORITAIRE

MANIFESTE DE L'OZP

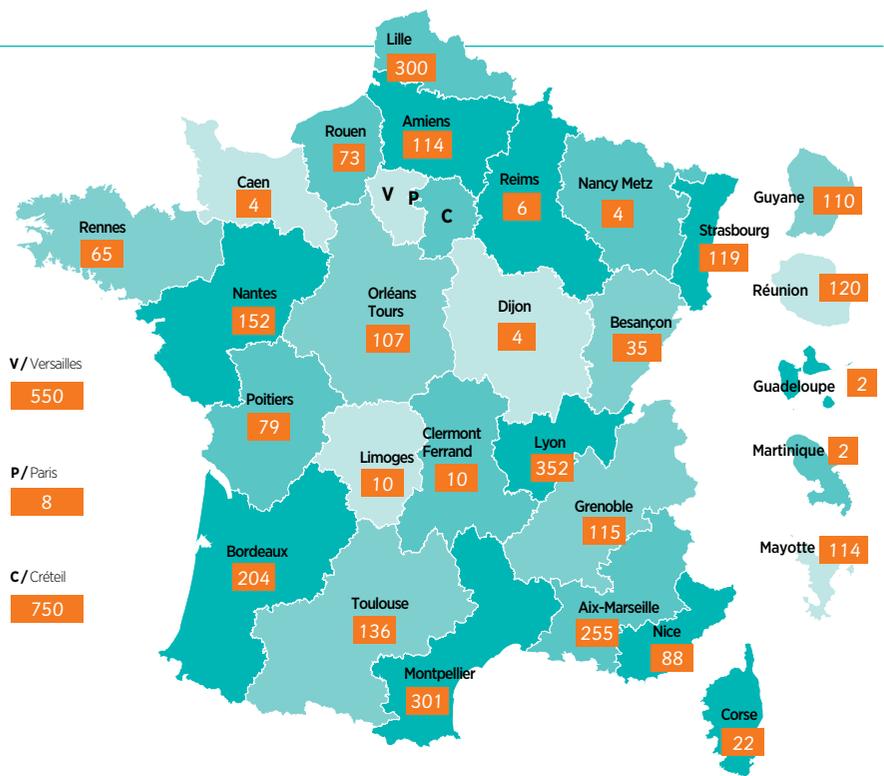
L'Observatoire des zones prioritaires (OZP), association qui regroupe des acteurs de l'éducation prioritaire, a publié le 11 janvier un Manifeste qui formule plusieurs propositions visant à « faire de l'éducation prioritaire le levier de la refondation de la scolarité obligatoire et de la réussite des élèves de tous les territoires. » Le manifeste demande que le temps nécessaire soit accordé pour atteindre cet objectif et à l'ensemble des forces politiques, sociales et syndicales de « sanctuariser » l'éducation prioritaire.

RENTREE 2017 : OÙ VONT LES POSTES CRÉÉS ?

➤ La répartition par académie des 4 311* postes créés dans le premier degré pour la rentrée prochaine est désormais connue. Toutes gagnent des postes, avec au plan national des effectifs globalement à la baisse (- 12 658 élèves). Comme l'an passé, les académies de Créteil et Versailles sont les mieux dotées et une attention particulière a été portée sur la Guyane, la Réunion et Mayotte. Si certains départements devraient donc connaître de meilleures conditions d'enseignement et d'apprentissage, pour d'autres, pas de réelle amélioration à attendre en termes de baisse des effectifs par classe, de remplacement ou encore de reconstitution des RASED (lire page 7).

🐘 Une carte des dotations département par département sera mise en ligne sur snuipp.fr dans les tout prochains jours.

* Une réserve de 100 postes est constituée pour accompagner le développement de nouvelles conventions « ruralité ».



APC : porter la voix des personnels pour obtenir des avancées

Lors de la dernière réunion multilatérale du 15 décembre avec le ministère, le SNUipp-FSU a fait valoir les revendications des personnels pour en finir avec les APC et mieux reconnaître le travail invisible.

Après une première rencontre avec le ministère le 30 novembre obtenue grâce à l'engagement des personnels dans la campagne d'arrêt des APC, le SNUipp-FSU s'est à nouveau rendu rue de Grenelle le 15 décembre dernier pour une réunion multilatérale sur le sujet. Le ministère a présenté la synthèse de l'enquête de la DGESCO (novembre 2016) sur les APC dont l'objectif était de rendre compte des pratiques enseignantes. Reposant sur seulement 314 retours d'écoles (0.6 % du nombre total d'écoles), cette enquête traduit principalement l'incapacité de l'institution à connaître ce que sont réellement les pratiques enseignantes et conforte le SNUipp dans son analyse du peu de pertinence pédagogique accordée par nos collègues aux APC. Les deux autres organisations présentes, si elles soutiennent les APC, reconnaissent toutefois qu'elles constituent une charge pour les enseignants, notamment au travers de multiples problèmes organisationnels et en développant un contrôle tatillon de l'activité enseignante.

S'appuyer sur les remontées de l'enquête

Le SNUipp a défendu la nécessité de reconnaître le travail dit « invisible » mené par les équipes. Il a demandé qu'une partie de celui-ci, comme le travail en équipe, le lien avec les partenaires et particulièrement les familles, la mise en œuvre de projets répondant aux besoins... soit imputée sur le



temps des APC. Cette proposition de souplesse n'a pas déclenché d'opposition ferme et a été entendue par le ministère. Pour le SNUipp, il s'agit maintenant de pousser les feux en utilisant les données très riches issues des plus de 10 000 remontées de l'enquête APC recueillies en novembre*. Y sont évoquées entre autres les questions de l'intensification du travail enseignant comme de l'efficacité des APC, des propositions alternatives pour utiliser ce temps hors enseignement en direction des parents, du travail collectif, des projets visant à la réussite de tous les élèves. La question de la pertinence du travail en petits groupes y est aussi très présente avec le développement du « Plus de maîtres » comme solution souvent évoquée. Une prochaine réunion multilatérale se tiendra au ministère le mercredi 25 janvier. Le SNUipp s'y rendra fort d'une synthèse des milliers de retours obtenus qu'il a déjà remise rue de Grenelle. PHILIPPE MIQUEL

* http://www.snuipp.fr/IMG/pdf/Retours_enquete_APC.pdf

LIVRET SCOLAIRE UNIQUE

REMISE À PLAT NÉCESSAIRE

La mise en place du livret scolaire unique (numérique) est loin de faire l'unanimité dans les salles des maîtres. Aux préoccupations éthiques et aux différents problèmes techniques rencontrés, plus ou moins importants selon les départements, s'ajoute une absence réelle de formation non seulement à l'utilisation de l'outil mais également pour répondre à toutes les questions soulevées par ces nouvelles modalités d'évaluation. Faisant suite à différents courriers, le ministère a enfin répondu au SNUipp-FSU sur le déroulé de la phase test qui aurait donné toute satisfaction... C'est pourtant à l'heure de la prise en main que les questions remontent avec notamment la difficulté de positionner les élèves sur des grands domaines au sein de chaque discipline et non par compétences évaluées lors de chaque période. Pour le syndicat, qui continue de réclamer un moratoire, il est urgent de remettre à plat le LSU et, dans l'attente, de ne pas exercer de pression hiérarchique sur son utilisation. LAURENT BERNARDI

CREUSE

GRÈVE SUR LE REMPLACEMENT

La moitié des écoles creusoises étaient fermées le lundi 16 janvier en raison de la grève appelée par le SNUipp 23 pour protester contre les problèmes récurrents de remplacement. Une situation devenue invivable pour les enseignants dans un département où 70% des écoles n'ont qu'entre une et trois classes. Parents, élus et enseignants ont manifesté devant le rectorat à l'occasion du CTA chargé de répartir les 15 postes attribués à l'académie. Zéro pour la Creuse et un vote unanime contre la proposition de répartition : un nouveau CTA est convoqué le 24 janvier.

NORD-PAS-DE-CALAIS

MOTION POUR LA SEGPA

Les SNUipp 59 et 62 proposent au vote des conseils d'administration des collèges une motion pour protester « contre la mise en place de 6^{es} inclusives transformant la Segpa en dispositif ». Une expérimentation qui place les élèves en situation de ne plus pouvoir bénéficier des enseignements adaptés auxquels ils ont droit. Le texte revendique « le maintien de la structure Segpa à quatre divisions, celui des postes de PE spécialisés et une dotation horaire spécifique, permettant la mise en œuvre de l'ensemble des enseignements. »

HAUTE-GARONNE

DES MOYENS POUR RÉUSSIR LA MIXITÉ SCOLAIRE

Les élèves de CM2 de cinq écoles du Mirail à Toulouse, classées en REP+, seront affectés à la rentrée prochaine dans des collèges « favorisés » du secteur dans le cadre d'un plan de développement de la mixité scolaire décidé par le département. Pour le SNUipp 31 qui est favorable à ce plan, son déploiement doit être solidement accompagné. Il revendique notamment des effectifs réduits à 25 dans les classes de 6^e d'accueil, l'affectation d'enseignants supplémentaires pour y permettre de la co-intervention ou des dédoublements et des temps dégagés pour la liaison CM2-6^e. Autant d'étayages indispensables à la réussite du dispositif.

Mixité sociale au collège: les pas

En 2008, le conseil général du Vaucluse décide la fermeture d'un collège *ambition réussite* situé au sud d'Avignon à l'extérieur des remparts et de répartir les élèves sur deux autres établissements du centre-ville. Cette expérience de mixité sociale et scolaire ne s'est pas faite sans heurts ni remous. Retour sur une expérience qui a porté quelques fruits.

« Les premières années, moins de 30% de ces collégiens poursuivaient au-delà de la troisième, aujourd'hui nous en sommes à plus de 43%. » Marc Jailin, proviseur à Frédéric Mistral, mesure le chemin parcouru en 8 ans dans son collège et lycée à Avignon. En 2009, son établissement du centre-ville a été contraint d'accueillir 240 élèves supplémentaires, habitant les quartiers sensibles de Monclar et Champfleury. Au point de départ de cette réorganisation, la démolition de l'ancien collège Paul Giéra classé *Ambition réussite* au cœur de cette zone située au-delà de la voie ferrée qui, au sud de la ville, trace une ligne de fracture urbaine et sociale aussi solide que les remparts qui lui font face. Les élèves furent aiguillés pour la plupart à Mistral tandis que 80 autres étaient scolarisés au collège Vernet tout proche, sans doute le plus prestigieux des établissements de la cité des papes. Mais cet accueil ne s'est fait ni sans heurts ni sans difficultés.

« C'était un collège Pailleron, vétuste, pour lequel le conseil général envisageait une opération de démolition-reconstruction », se souvient Latif Dehy. Au milieu des années 2000, ce responsable associatif avait engagé une réflexion sur les politiques publiques au sein d'un groupe constitué de militants associatifs, de chercheurs et d'enseignants. « Le collège comptait de moins en moins d'inscrits, le taux d'élèves en difficulté frisait les 90%, nous appelions cet établissement qui laissait peu de chances aux jeunes du quartier de s'en sortir, le "mouroir" ».



Pour le proviseur de la cité scolaire Mistral, l'obtention du label REP est une reconnaissance du travail accompli.

Le groupe, médiatiquement actif, propose de ne pas reconstruire Paul Giéra et de déplacer les élèves vers l'intra-muros, pour créer de la mixité sociale. Un argument dont le conseil général s'est d'autant plus facilement saisi qu'il lui permettait d'économiser la construction d'un nouvel établissement.

Mais dans le centre-ville, les choses n'allaient pas de soi. « Dès que la nouvelle s'est répandue, il y a eu des manifestations d'hostilité des riverains, des pétitions ont circulé », se souvient le proviseur. Voir arriver chaque jour en centre-ville plusieurs centaines d'élèves issus des quartiers n'enchantait guère les voisins. Cela faisait « 1 700 jeunes qui chaque jour sortaient de la cité scolaire dans un quartier aux rues étroites, ce qui était propice à alimenter les peurs. » Pour apaiser la situation, Marc Jailin et son adjoint de l'époque se lancent alors dans une opération de porte-à-porte pour tenter de convaincre et rassurer. Pas facile non plus d'intégrer autant d'élèves et

de doubler au passage l'effectif du collège. Il a fallu adapter les locaux et faire appel à des personnels supplémentaires débloqués par le conseil général. Mais le plus gros défi a été relevé par l'équipe pédagogique. « Deux équipes ont dû apprendre à travailler ensemble et aucun enseignant n'était préparé à gérer cette hyper hétérogénéité au sein des classes. » analyse Marc Jailin. « La barre a été tenue, les enfants se sont « mistralisés » et le travail de toute l'équipe a permis d'éviter la catastrophe ».

Pendant ce temps-là, dans le quartier...

Si la mayonnaise a pris à Mistral et Vernet, à Monclar et Champfleury rien n'a vraiment changé. « On ne passe pas ici, on y vient seulement si on a quelque chose à y faire », lâche Isabelle Bouget, maîtresse supplémentaire à l'école Louis Gros classée en REP. La fermeture du collège a privé le quartier d'un équipement

se-murailles d'Avignon



UNE EXPÉRIMENTATION EN MANQUE DE MOYENS

Re-sectorisation, secteurs multi-collèges, le 13 décembre dernier la ministre de l'Éducation nationale engageait le plan « *Agir pour la mixité sociale et scolaire au collège* », visant à étendre sur les territoires l'expérimentation en faveur de plus de mixité sociale lancée au lendemain des attentats de Charlie. À ce jour, 82 projets ont été engagés, d'ici deux ans l'objectif est de passer à 248 collèges. Si l'intention de vouloir casser les ghettos va dans le bon sens, sur le terrain la mise en œuvre pose problème. Le projet de rebattre les cartes sur deux collèges du XVIII^e arrondissement de Paris en est l'illustration. Les deux établissements se distinguent par l'origine sociale de leurs élèves, il s'agit d'introduire plus d'hétérogénéité dans les deux établissements. Mais pour que ça marche, encore faut-il s'en donner réellement les moyens. Les enseignants réclament des effectifs réduits, du temps de concertation, un deuxième conseiller principal d'éducation... et ne veulent surtout pas perdre ce dont bénéficie le premier collège du fait de son classement en REP.

écoles concernées. « *Nos projets de liaison prennent en compte cette peur de franchir les remparts pour se retrouver dans un monde qui n'est pas le leur* », confie la maîtresse supplémentaire. Les projets les plus efficaces étant de son point de vue ceux qui organisent des cours communs à l'école ou au collège et qui permettent la rencontre avant le grand saut. « *C'est aussi pour eux des changements de vie importants, ils devront prendre le bus et manger à la cantine.* »

La mixité... pas pour tout le monde

Aucun angélisme dans le récit de cette expérience, aujourd'hui les phénomènes d'évitement scolaire se poursuivent. La concurrence du privé est forte sur Avignon et de nombreux parents qui en ont les moyens font les choix optionnels nécessaires pour que leurs enfants se retrouvent à Vernet plutôt qu'à Mistral, où la mixité est plus forte et qui a obtenu le label REP depuis deux ans. Cela ne décourage pas les proviseurs de ces deux établissements qui proposent de faire à la rentrée prochaine, carte scolaire commune et de rééquilibrer les effectifs sur les deux établissements. L'Inspection académique est d'accord mais il leur reste à convaincre le conseil départemental. Si les enfants de Monclar et de Champfleury passent désormais les remparts, il reste encore des murs à abattre à Avignon.

LAURENT BERNARDI & PIERRE MAGNETTO

public fédérateur de projets avec les habitants. « *Tout le tissu associatif qui était impliqué a dû se reconstruire sur de nouveaux projets et nous avons mis du temps à refaire venir les jeunes dans nos aides aux devoirs* », relate Rémi Martinez, travailleur social du quartier.

La vieille cité HLM a perdu de sa splendeur d'origine et affiche aujourd'hui surtout des murs décrépits, quelques devantures de commerces abîmées mais de toute façon fermées et des rues désertes... Dans ces deux quartiers vit une population particulièrement défavorisée, constituée d'une grande part de personnes originaires du Maghreb et d'une forte communauté gitane. « *Ici, on vit en vase clos, certains gamins ne sont jamais sortis du quartier, ils n'ont jamais passé les remparts* », poursuit Isabelle Bouget.

Pénétrer dans l'intra-muros, c'est une plongée dans l'inconnu, génératrice de stress pour les élèves. Du coup la préparation à l'entrée au collège est beaucoup investie par les équipes des

SNUIPP-FSU

AGIR AUSSI AU NIVEAU DES TERRITOIRES

Le collège comme l'école ne peut pas tout, tout seul. Pour le SNUipp-FSU, la mixité sociale ne demande pas seulement un renforcement de l'hétérogénéité des classes, mais aussi une politique volontariste au niveau des territoires en termes notamment d'urbanisme, d'aménagement, d'habitat et d'action sociale. Quant à la mise en œuvre de mesures en faveur de la mixité sociale et scolaire, elle ne doit pas conduire à la perte des moyens REP, mais au contraire, être accompagnée de moyens supplémentaires, notamment en formation continue.

CNESCO

UN POINT CHIFFRÉ

Dans le cadre d'une conférence de consensus qu'il a organisé les 4 et 5 juin 2015 le Cnesco a fait le point sur les questions de mixité sociale et scolaire avec un regard international. Un dossier de synthèse fait état des travaux de cette conférence et livre chiffres clés et analyse scientifique.

🔗 www.cnesco.fr/wp-content/uploads/2016/08/Dossier_synthese_mixites.pdf



AGNÈS VAN ZANTEN

UN ENJEU LOCAL

À l'occasion du dossier de FSC n°409 « *Je suis Charlie, et maintenant?* » Agnès Van Zanten, sociologue, revenait sur les mécanismes de ségrégation sociale en milieu scolaire. Pour elle la construction de la mixité se joue essentiellement au niveau local avant de dépendre de politiques nationales. Elle rappelait enfin qu'on ne peut donner à l'école une responsabilité excessive alors que d'autres institutions ne jouent pas leur rôle.

🔗 Onglet Publications

ENSEIGNEMENT EXPLICITE UNE CLÉ POUR LA RÉUSSITE DE TOUS

Si on en parle depuis plus de 20 ans, pour la première fois avec les nouveaux programmes l'enseignement explicite est prescrit par l'institution. Démarche professionnelle plus que méthode, il appelle les enseignants à changer de posture, à faire réfléchir les élèves sur leurs apprentissages, une clé pour lutter contre l'échec scolaire.

DOSSIER RÉALISÉ PAR
LAURENT BERNARDI
PIERRE MAGNETTO
PHILIPPE MIQUEL
VIRGINIE SOLUNTO

Le concept n'est pas nouveau, les pédagogues en parlent depuis plus de 20 ans, mais il a du mal à irriguer les écoles. Cependant, les choses semblent devoir bouger. Pour la première fois, avec les nouveaux programmes, des textes officiels insistent sur la nécessité de pratiquer un enseignement explicite. Ce n'est pas un hasard si cette façon d'enseigner est aujourd'hui mise en avant. Dans un système scolaire qui ne parvient plus à réduire le nombre d'élèves en difficulté et qui se montre des plus inégalitaire comme en témoigne la dernière enquête PISA, mobiliser tous les outils pour améliorer la réussite de tous les élèves semble indispensable. L'enseignement explicite ne saurait à lui tout seul y répondre mais y contribuer, certainement.

«Les travaux des sociologues depuis Pierre Bourdieu nous ont montré que l'école attendait des élèves des compétences qu'elle n'enseignait pas et qui n'étaient souvent construites que dans les milieux favorisés. Aussi l'enseignement explicite

doit-il devenir une préoccupation professionnelle si l'on veut que tous les élèves, notamment ceux de milieux populaires, maîtrisent les savoirs scolaires», affirme Sylvie Cèbe, spécialiste en sciences de l'éducation à l'université Blaise Pascal à Clermont-Ferrand (lire p17).

Rendre explicite les enjeux d'apprentissage

Mais s'il y a désormais prescription de la part de l'institution, encore faut-il savoir ce que l'on entend par «*enseignement explicite*». En vérité, deux conceptions s'opposent, bien différentes l'une de l'autre. La première arrive des Etats-Unis, elle est

dite aussi «*instruction directe*»: un cours magistral, un exercice dirigé puis un autre réalisé en autonomie. L'autre façon de faire, présentée non pas comme une méthode mais comme une démarche pédagogique, repose sur l'identification des causes d'incompréhension par les élèves de ce qui leur est proposé (lire p14).

«LES SOCIOLOGUES ONT MONTRÉ QUE L'ÉCOLE ATTENDAIT DES ÉLÈVES DES COMPÉTENCES QU'ELLE N'ENSEIGNAIT PAS ET QUI N'ÉTAIENT SOUVENT CONSTRUITES QUE DANS LES MILIEUX FAVORISÉS»

Mais comment s'y prendre quand ce qui fait défaut c'est la formation à cette pratique? Plusieurs documents proposés par le ministère, le GFEN ou l'Ifé, compilent les travaux de la recherche, éclairent certains malentendus et présentent des pratiques concrètes (lire p16). L'en-



seignement explicite interroge sur ce qu'est une situation d'apprentissage. Il concerne avant tout les savoirs fondamentaux, le français et les maths, pour pouvoir ensuite être mis au service des autres apprentissages. Il repose sur une préoccupation et un changement de posture professionnelle de l'enseignant et passe par une réflexion de l'enfant sur ses apprentissages, sur la compréhension de ce qu'il fait. Stéphane Bonnery, spécialiste en sciences de l'éducation, illustre cette approche à partir de l'exemple de la carte géographique et de l'élève Amidou. Cet exercice a pour but d'apprendre à réaliser une carte en respectant un code de couleurs en fonction des reliefs, chaque couleur correspondant à une cote de niveau. Si les élèves les plus proches de l'école comprennent assez facilement le but de l'exercice, Amidou, lui, s'attache d'abord à bien colorier, et si au final il réussit l'exercice, il n'a pas forcément compris quel en était l'enjeu en termes d'apprentissage.

Donner aux élèves les outils pour comprendre le monde

Comme le dit Patrick Rayou, lui aussi spécialiste en sciences de l'éducation, s'il n'y a pas de recette miracle, « il faut faire en sorte que les enfants des milieux défavorisés ne soient pas encore plus défavorisés par les gestes des enseignants ». Pour lui, « le plus difficile, c'est ce qui demeure caché tant aux enseignants qu'aux élèves : les raisons profondes des difficultés pour les élèves non connivents d'entrer dans la particularité des

apprentissages scolaires » (lire p14). Quand les équipes maîtrisent le sujet, ça donne des résultats. « J'essaie toujours de me mettre à la place de l'élève en lui demandant : 'Raconte-moi comment tu fais'. Avec l'enseignement explicite il s'agit de détricoter avec eux pour retricoter avec une bonne stratégie et donner du sens à ce qu'ils font », commente Isabelle Moreau, enseignante en CM1 à l'école Lesseps dans le 20^e à Paris. L'enseignante a par exemple travaillé sur l'explicitation des objectifs des devoirs qui sont aussi source d'inégalités, explicitation tant pour les élèves que pour les familles dans cet arrondissement où vit une population hétérogène. Un travail d'identification des objectifs poursuivis et de la méthodologie à suivre (lire p16).

Mais cette forme de travail ne peut être dissociée des moyens attribués aux équipes. L'école Jules Ferry de Sens, dans l'Yonne, bénéficie de la présence d'un maître en plus qui permet de travailler en petits groupes, de porter l'attention aux élèves nécessaire à cette forme d'enseignement, plus importante que dans des pratiques plus traditionnelles. Cela-dit, comme le souligne la directrice Patricia Simard, « souvent c'est le temps qui manque, nous souhaiterions disposer de plus de temps pour le travail de cycle, la construction d'outils

COMBATTRE LA DIFFICULTÉ SCOLAIRE EN DÉVELOPPANT LE TRAVAIL COLLECTIF

Pour le SNUipp-FSU, la réduction de la difficulté scolaire, au-delà des problématiques sociales et familiales, ne peut pas être renvoyée à la responsabilité des élèves et de leur famille ou à celle des enseignants mais doit interroger et mobiliser tout le système éducatif. Si l'école ne peut pas tout, elle a la responsabilité de faire progresser tous les élèves dans les domaines des apprentissages et de la pédagogie. C'est déjà en mettant l'accent sur la formation initiale et continue qu'on outillera mieux les enseignants pour affiner les réponses pédagogiques, apprendre à mieux travailler ensemble. Pour cela, il faut aussi populariser et généraliser le « plus de maîtres que de classes » dans toutes les écoles pour varier et diversifier les formes scolaires, développer le regard croisé et la prise en charge collective des élèves. Sans oublier le décrochage entre le temps-élève et le temps-enseignant qui permettrait aux équipes de mieux échanger sur leurs questionnements professionnels et de bénéficier des apports de la recherche et les travaux des mouvements pédagogiques. À cet égard, le dispositif d'allègement de service mis en place dans les REP + répond à ce besoin de collectif et doit pouvoir s'étendre à l'ensemble des écoles.

pédagogiques, affiner notre projet d'école, mais il faut réunir les équipes éducatives, se coordonner avec les différents partenaires, se consacrer aux parents, toutes choses également primordiales » (lire p15). Ce n'est pas pour rien que le SNUipp-FSU souhaite populariser le plus de maîtres que de classes dans toutes les écoles pour varier et diversifier les formes scolaires, développer le regard croisé et la prise en charge collective des élèves (lire p13). Si on lui en donne les moyens, notamment en temps et en formation, l'école pourra remplir sa mission qui est de donner aux élèves tous les outils pour comprendre le monde.

OUTILLER TOUS LES ÉLÈVES, DÈS LA MATERNELLE !

Le terme d'enseignement explicite est apparu récemment dans au moins deux textes officiels d'importance, le référentiel de l'éducation prioritaire et les nouveaux programmes de 2015. Si chacun peut s'accorder qu'il est essentiel que les élèves comprennent ce que l'on attend d'eux, de quoi parle-t-on exactement quand on évoque « un enseignement plus explicite » ?



et de réussir à les mettre en réflexion sur ce qu'ils sont en train d'apprendre et pas seulement de faire. On est donc bien loin du concept « d'instruction directe » popularisé par le Canadien Steve Bissonnette qui consiste à aller du plus simple vers le plus complexe dans le cadre de séances modèles sous la conduite d'un guidage fort du maître.

Pour Jacques Bernardin du GFEN, l'enseignement explicite relève moins du travail du maître en préalable des situations d'apprentissage que de l'activité des élèves qui, sous sa conduite, doivent exercer un recul réflexif et un échange critique. Une démarche qui nécessite de se focaliser sur les véritables activités des élèves que l'on veut aider à réussir. Car comme le rappellent les chercheurs de l'université Paris 8 dont Jean-Yves Rochex, il est nécessaire de s'assurer que les situations que l'on présente aux élèves soient suffisamment explicites, pas seulement dans le résultat attendu mais également dans les compétences scolaires qu'elles permettent de développer.

Les nouveaux programmes de 2015 posent pour la première fois la nécessité d'enseigner plus explicitement pour permettre à tous les élèves d'accéder aux apprentissages particulièrement pour ceux qui sont les plus fragiles scolairement.

Les chercheurs du courant cognitiviste comme Michel Fayol ou plus didactique comme Sylvie Cèbe et Roland Goigoux considèrent que le concept d'enseignement explicite est une démarche, une préoccupation permanente de l'enseignant plutôt qu'une méthode qui structurerait de manière mécanique les séances d'apprentissage. Il s'agit d'abord, selon eux,

d'outiller dès la maternelle les élèves des principes de base (chronologie, repères dans l'espace, catégorisation, développement de la mémoire de travail...) et d'identifier les causes d'incompréhension plutôt que les conséquences. Un temps suffisant doit être consacré aux répétitions, aux verbalisations et à l'explication collective des conditions de réussite d'une tâche.

Identifier les objets d'apprentissages

Au préalable, un travail précis de l'enseignant doit permettre d'identifier les objets d'apprentissage et les enjeux cognitifs des situations qu'il propose. Charge à lui de les faire partager à tous les élèves

Patrick Rayou, professeur émérite en sciences de l'éducation – Université Paris VIII

3 QUESTIONS À



« **Faire en sorte que les enfants des milieux défavorisés ne soient pas encore plus défavorisés par les gestes des enseignants** »

On en parle depuis 20 ans, pourquoi cela ne diffuse pas ?

Nous savons au moins depuis Bourdieu que les enfants qui réussissent à l'école sont ceux qui sont le plus connivents avec elle. On a donc, en formation, insisté sur l'importance d'explicitement les consignes de travail. Malheureusement cela ne suffit pas toujours et la question demeure de savoir pourquoi les élèves peuvent continuer à interpréter fausement. Ils peuvent ne pas comprendre les finalités mêmes de l'école ou les enjeux de savoir des

séances. Et là, les enseignants peuvent expliciter. Mais le plus difficile, c'est ce qui demeure caché tant aux enseignants qu'aux élèves : les raisons profondes des difficultés pour des élèves non connivents d'entrer dans la particularité des apprentissages scolaires.

En quoi cela change les pratiques des enseignants ?

Maintenant la nécessité de prendre en compte les outils et méthodes pour apprendre est inscrite dans la loi. Mais ce n'est pas si facile de le mettre en œuvre. Ne

pas expliciter condamne à rester en marge des savoirs, trop expliciter tue les difficultés et l'apprentissage... La réponse se situe sans doute dans les étayages à apporter au moment où les enfants travaillent et où on peut prendre directement conscience de ce qui fait malentendu et obstacle. Il faudrait aussi essayer d'explicitement a priori en anticipant les difficultés que certains élèves vont rencontrer face à la tâche proposée. Certains confondent par exemple les habillages qui donnent sens à un exercice et le but de l'exercice lui-même. Cela suppose sans doute un enseignement plus collectif où

l'on croise les informations. Mais aussi de travailler sur la durée, avec les élèves, et d'entrer dans un vrai travail de cycles.

Est-ce la recette miracle ?

Il n'y a pas de recette miracle. Il faut faire en sorte que les enfants des milieux défavorisés ne soient pas encore plus défavorisés par les gestes des enseignants. Ceux-ci doivent s'explicitement à eux-mêmes et collectivement les difficultés en partant du travail en train de se faire, en classe si possible car donner aux élèves des méthodologies « hors sol » est généralement stérile.

ÉCOLE JULES FERRY À SENS

UN TRAVAIL QUI DÉPASSE LA MESURE

Dépasser les implicites pour faire réussir tous les élèves est vite perçu comme une nécessité lorsqu'on travaille en éducation prioritaire comme à Sens mais où trouver le temps pour échanger et avancer collectivement ?

Classe de CP, école Jules Ferry de Sens, depuis une demi-heure, une vingtaine d'élèves s'initient à la mesure guidés par leur enseignante Emmanuelle Achard et le maître plus de l'école, Alexandre Morisseau. Après avoir mesuré avec la règle, il s'agit désormais de tracer des segments d'une longueur donnée. «*Qu'est-ce*

Deux maîtres dans la classe pour favoriser les étayages.



Patricia témoigne de sa chance «*d'avoir une équipe stable et pleinement engagée auprès d'enfants qui vivent souvent dans des conditions difficiles*» mais pour la directrice, «*comme souvent, c'est le temps qui manque, nous souhaiterions disposer de plus de temps pour le travail de cycle, la construction d'outils pédagogiques, affiner notre projet d'école mais il faut réunir les équipes éducatives, se coordonner avec les différents partenaires, se consacrer aux parents, toutes choses également primordiales dans ce quartier défavorisé*». Faute de temps dégagé comme en REP+, la concertation institutionnelle se limite à une journée consacrée au projet maître + et à 6 heures d'animations pédagogiques spécifiques prises sur les 108 heures. Patricia compte bien convaincre ses collègues de consacrer à partir de mars le temps d'APC à faire avancer le travail collectif et les projets en cours comme le travail sur le vocabulaire du CP au CM2 ou celui autour de la littérature au cycle III. En attendant, c'est souvent en récréation, entre deux portes ou pendant les repas pris en commun qu'on échange sur les pratiques les plus efficaces.

Le rôle central du « Plus de maîtres »

Avec Alexandre, le maître supplémentaire, comme aiguillon et élément fédérateur. «*C'est grâce à lui qu'on s'est emparé des outils développés par Sylvie Cèbe et Roland Goigoux: Lectorino, Lectorinette et Lector-Lectrix*», reconnaît Loula, l'autre maîtresse de CP. Alexandre, en fonction depuis trois ans, s'est adapté à la façon de travailler de ses collègues et au faible temps de concertation: «*On peut travailler en co-intervention, en demi-groupe, en groupes de besoin selon l'activité, le moment. Même si c'est l'enseignante qui prépare, on a maintenant suffisamment d'expérience en commun pour que j'intervienne sans problème en étayage de ce qu'elle fait*». Malgré le contexte difficile, c'est avec le sentiment «*de faire un travail utile et nécessaire*» que toute l'équipe accompagne au quotidien les élèves sur le chemin des apprentissages.

«*qu'on va faire maintenant ?*» Interroge la maîtresse «*On va colorier*», risque Jumana. «*Non, on va tracer*», corrige Alexandre. Une preuve, s'il en fallait, de l'utilité du travail sur l'explicitation mené par les enseignants. Depuis le début de la séance ils explicitent, font verbaliser le vocabulaire à utiliser, les procédures les plus pertinentes, la signification des consignes. Ensuite ils se tiennent disponibles de façon individualisée auprès des élèves les plus fragiles (ils sont sept dans la classe), pour les guider, les assister et leur permettre de mener à bien les exercices proposés.

La difficulté scolaire au cœur du métier

Une posture d'enseignant qui pour la majorité de l'équipe est incontournable tant la difficulté scolaire est au cœur du quotidien de cette école de neuf classes. Elle dispose d'un RASED complet, d'un maître en plus à plein temps et d'une directrice déchargée, Patricia Simard, qui assure en même temps la mission de coordination du réseau d'éducation prioritaire dont fait partie l'école.

EN BREF

CNESCO

QUELLES PRATIQUES EFFICACES EN LECTURE ?

En mars 2016, le Cnesco et l'Ifé organisaient une conférence de consensus intitulée «*Lire, comprendre, apprendre : comment soutenir le développement de compétences en lecture ?*» Sur son site, le Cnesco a mis en ligne la conférence de Maryse Bianco de l'université de Grenoble qui détaille les pratiques efficaces pour favoriser la compréhension en lecture en combinant démarche socio-constructiviste et enseignement explicite.

AUDITOR, AUDITRIX

MIEUX COMPRENDRE LES TEXTES ENTENDUS

Inspirées par les outils *Lectorino*, *Lectorinette* et *Lector*, *Lectrix* développés par Sylvie Cèbe et Roland Goigoux, trois jeunes enseignantes, maîtresses + passionnées de pédagogie, ont planché en commun sur un matériel destiné à aider tous les jeunes élèves de CP à mieux comprendre les textes entendus en classe et à appréhender le vocabulaire complexe et les codes des récits et des contes. Ainsi est né *Auditor*, *auditrix* disponible en ligne.

www.ecoledejulie.fr



STÉPHANE BONNERLY

MANUELS SCOLAIRES ET ALBUMS DE JEUNESSE

Membre de l'équipe ESCOL-CIRCEFT, Stéphane Bonnerly est professeur des universités en sciences de l'éducation à l'université Paris 8. Invité à l'université d'automne, il étudie les supports pédagogiques (manuels, fiches photocopiées et albums de littérature de jeunesse notamment), le rôle qu'ils jouent entre les pratiques de transmission et celles d'appropriation et donne des clés pour les rendre accessibles à l'ensemble des élèves.

Rubrique *L'école/Témoignages*



ÉCOLE LESSEPS À PARIS

AIDE-MOI
À FAIRE SEUL

« **J'**essaie toujours de me mettre à la place de l'élève en lui demandant « raconte-moi comment tu fais ? ». Pour Isabelle Moreau, enseignante en CM1 à l'école Lesseps, adossée au mur du cimetière du Père Lachaise dans le 20^e arrondissement parisien, les maîtres-mots sont empathie et autonomie. « Avec l'enseignement explicite, il s'agit surtout de détricoter avec eux pour re-tricoter avec une bonne stratégie et donner du sens à ce qu'ils font », explique-t-elle. Isabelle applique dans sa classe une phrase de Maria Montessori qui lui est chère « Aide-moi à faire seul » et s'attache à lever toutes les barrières de l'empêchement de travailler. Les devoirs sont source de grande inégalité dans le travail personnel des élèves. « Les devoirs sont un lien avec les familles mais génèrent aussi beaucoup de conflits entre enfants et parents. Pour eux il y en a toujours trop ou pas assez, on ne fait jamais 'bien'... Quand j'ai interrogé les élèves sur les devoirs, le mot qui revenait le plus souvent c'était 'horrible' ».

Permettre la réussite

Depuis le début de l'année, elle a mis en place un cahier de devoirs pour permettre aux élèves de réaliser seuls ce qui est demandé.



Le verbe «oser» est affiché dans la classe d'Isabelle Moreau.

Elle a pris le temps en amont, en classe, puis à l'étude de travailler les rouages « J'ai compris, je sais ce qu'il faut faire, je sais où chercher ». Chaque semaine, les événements et les devoirs sont notés dans le cahier. En début d'année, les consignes étaient très explicites, comme « lire attentivement la liste de mots 14.1 ». « J'explique les consignes deux fois. Si ce n'est toujours pas compris, je préfère passer la main à l'élève-responsable de consigne ou aux autres élèves. Au début, on entourait les verbes », explique l'enseignante « maintenant, même plus besoin de mettre les verbes. On écrit juste liste 14.1 ». Chaque nouvel exercice est d'abord travaillé en

classe. Pour la réalisation de la page personnelle du cahier d'histoire, le seul critère de réussite est l'estime que l'on a fait soi-même de son travail personnel. De la méthodologie, un copain de devoir, beaucoup de rituels, un référent adulte. Des maths à la littérature en passant par les sorties du Parcours d'éducation artistique et culturelle, Isabelle Moreau s'attache à donner du sens aux activités scolaires, à expliciter à quoi ça sert dans la vie. « La réussite dans les devoirs a permis à beaucoup d'élèves de retrouver une estime de soi. Il y a une connivence entre nous. Et donner de soi à travers le travail personnel les rend plus autonomes et moins dociles ».

DOSSIER DU CENTRE ALAIN SAVARY**L'ESSENTIEL EN 4 PAGES**

Un « essentiel en 4 pages » qui regroupe tous les articles sur l'enseignement explicite à partir de la journée de formation nationale organisée par le centre Alain-Savary. « Enseigner plus explicitement : Pourquoi ? Qui ? Quand ? Quoi ? Où ? » avec les interventions de Patrick Rayou, Sylvie Cèbe ou encore Jacques Bernardin. On trouvera dans ce document les résumés des interventions mais aussi des outils pour la formation. Un incontournable pour ceux qui souhaitent aller plus loin sur cette question.

🔗 <http://centre-alain-savary.ens-lyon.fr/CAS>

REVUE DIALOGUE DU GFEN**EXPLICITER POUR FAIRE COMPRENDRE ?**

Le numéro d'avril 2016 de la revue Dialogue du Groupe français d'éducation nouvelle (GFEN) était consacré à la question de l'explicitation. Expliciter pour faire comprendre ? questionnait la revue en mettant en doute certaines acceptions du terme qui consiste à aller du simple vers le complexe. Une « pédagogie de l'implicite » qui repose sur l'idée selon Patrick Raymond que tous les élèves savent et comprennent de quoi il est question alors même qu'il n'en est rien pour les élèves des milieux populaires dont les codes restent éloignés de l'école.

🔗 [Dialogue n°160. Expliciter pour faire comprendre ? GFEN, avril 2016.](#)

FILM**UNE ÉCOLE, DES ÉLÈVES**

En 2011, le SNUipp avait demandé à la documentariste Rebecca Houzel de réaliser un film à propos de la gestion de l'hétérogénéité dans la classe. Pendant près d'un an, elle a suivi l'équipe de l'école des Amandiers dans le XX^e arrondissement de Paris. Des enseignants et un directeur, militant du GFEN, ont accepté de se prêter au jeu et d'analyser des séances de classe. Lancement et explicitation des consignes, séances de réflexions collectives en classe en orthographe, en maths ou en poésie au programme de ce film d'une quarantaine de minutes.

🔗 [Pour se procurer le film, contacter la section départementale du SNUipp.](#)

« Redonner aux enseignants le pouvoir d'enseigner »

Pourquoi faire de l'enseignement explicite ?

Les travaux des sociologues depuis Bourdieu nous ont montré que l'école attendait des élèves des compétences qu'elle n'enseignait pas et qui n'étaient souvent construites que dans les milieux favorisés. Aussi l'enseignement explicite doit-il devenir une préoccupation professionnelle si l'on veut que tous les élèves notamment ceux de milieux populaires maîtrisent les savoirs scolaires.

Si les nouveaux programmes des quatre cycles insistent autant sur cette dimension « explicite » c'est justement pour inciter les maîtres à ne pas consi-

dérer comme acquises des connaissances et des compétences qui ne le sont souvent que par une minorité d'élèves.

Mais il ne faut pas tenir l'enseignement explicite comme un synonyme d'instruction directe. Dans les nouveaux programmes, on a également vu apparaître que l'élève doit procéder à un apprentissage explicite. Dans ce procédé d'explicitation, il y a donc aussi l'activité de l'élève et pas seulement celle de l'enseignant.

C'est quoi une consigne explicitée qui permet à tous les élèves de comprendre ce qu'il y a à faire ?

La reformulation n'est pas suffisante. Quand on demande à des élèves d'expliquer la consigne « Entoure les idées essentielles » et que l'on obtient « Entoure les idées importantes », on

voit bien que la seule reformulation ne suffit pas pour que tous connaissent les procédures qui vont leur permettre de réussir l'activité. Il est donc important de doter les élèves des connaissances ou des compétences requises pour traiter l'activité et d'éclairer avec eux les critères qui permettront de dire que l'exercice est réussi ou pas. Il faut donc également susciter la réflexion de l'élève sur les

« SUSCITER LA RÉFLEXION DES ÉLÈVES SUR LES ENJEUX DE L'ACTIVITÉ ».

enjeux de l'activité, sur ce qu'elle permet d'apprendre, de comprendre, de construire et pas seulement sur sa réalisation. C'est, à terme, la condition d'un travail autonome : pour que les

élèves puissent réaliser des tâches sans aide excessive, il faut que toutes les connaissances et toutes les compétences requises aient explicitement été enseignées.

Quel changement de geste professionnel cela implique-t-il ?

Dans les années 80, on a mis l'accent sur la pédagogie de la découverte et du tâtonnement. Un rôle important était donné à l'activité de l'élève. Sans nier l'importance de cette mise en activité qui permet aux élèves de comprendre le problème et parfois de le résoudre, il faut aussi penser à ceux qui ne disposent pas des connaissances qui sans l'aide du maître et de ses pratiques d'enseignement ne parviennent jamais à la solution. Les enseignants savent identifier ce que l'élève doit faire pour réussir une tâche mais il importe



© PIRRA / ANJA

qu'ils réussissent également à dégager les connaissances requises par les activités proposées et ce que les élèves doivent apprendre et comprendre grâce à elles. C'est à cette condition, selon moi, qu'il est possible de dispenser un enseignement explicite.

Comment accompagner les enseignants et les équipes à cette démarche ?

Il faut accepter de donner des outils, des recettes et des ficelles, des outils construits en étroite collaboration entre chercheurs et enseignants. L'expérience que je mène, depuis trois ans, avec trente enseignants de maternelle permet de démontrer que la prise en main de nouveaux outils est un puissant vecteur de développement professionnel et de créativité. Lorsque l'outil est pensé, conçu, ils font de la dentelle avec. Et beaucoup d'entre eux, parce qu'ils veulent comprendre les raisons de leur réussite, font un retour vers la littérature scientifique. Il faut redonner aux enseignants le pouvoir d'enseigner en leur permettant de devenir des experts des connaissances et des contenus d'enseignement, et donc de l'enseignement explicite.

DOCTEUR EN PSYCHOLOGIE DE L'ENFANT ET DE L'ADOLESCENT, SYLVIE CÈBE ENSEIGNE ÉGALEMENT À L'ESPE CLERMONT-AUVERGNE. ELLE EST AVEC ROLAND GOIGOUX, L'AUTEUR DE NOMBREUX OUTILS POUR LA CLASSE DONT LECTORINO & LECTORINETTE POUR LE CYCLE 2, LECTOR & LECTRIX POUR LE CYCLE 3 PUBLIÉS AUX ÉDITIONS RETZ.

ÉLÈVES EN SITUATION DE HANDICAP

HAUSSE DE LA SCOLARISATION EN MILIEU ORDINAIRE

La scolarisation des élèves en situation de handicap en milieu ordinaire a augmenté de 80 % entre 2006 et 2015 selon une note de la Depp publiée en décembre. 30 % de ces élèves sont en ULIS. 20 % des élèves en situation de handicap sont scolarisés en établissements spécialisés. Seule une petite part d'entre eux, 2 à 3 %, connaît une scolarité partagée. **Note d'information n°36 de la DEPP sur**

www.education.gouv.fr

HORS DE FRANCE

REFUS DE RENOUVELLEMENT DE DÉTACHEMENT

Les refus de détachement des académies déficitaires commencent à pleuvoir et mettent en difficulté nombre d'enseignants installés à l'étranger. Dans un courrier, la Dasein du 77 leur propose comme alternative la disponibilité ou... la démission. Un exemple qui en dit long et qui renforce l'avis du SNUipp-FSU sur le fait que cette gestion du personnel ne pourra en aucun cas être une réponse à la pénurie de recrutement que connaissent certaines académies. Le syndicat propose aux personnels de signer la pétition en ligne afin d'interpeller conjointement les ministres de l'Éducation nationale et des Affaires étrangères.

www.snuipp.fr/-Hors-de-France-

ÉDUCATION PRIORITAIRE

« MAÎTRES + » : GÉNÉRALISER C'EST BIEN, STABILISER C'EST MIEUX

La ministre de l'Éducation nationale s'est engagée le 7 janvier dernier à généraliser le dispositif « Plus de maîtres que de classes » à la rentrée 2017 dans toutes les écoles de l'éducation prioritaire. Le SNUipp-FSU accueille favorablement cet engagement comme un pas vers la transformation de l'école, mais demande que cette mesure s'inscrive dans la durée, qu'elle s'élargisse à la scolarisation des moins de trois ans et à l'allègement de service des enseignants. Autant de leviers qui contribuent à rendre l'école plus juste en réduisant les inégalités. Il demande aussi que cette généralisation ne se déploie pas au détriment des autres besoins dans les départements.

Rubrique [Le syndicat/Les communiqués](#)



Pisa 2015 : quel choc en retour pour l'école française ?

L'enquête Pisa s'est montrée à nouveau sévère pour le système éducatif français. Et si on arrêtrait de se lamenter pour analyser ce qui ne marche pas et adopter ce qui fonctionne à l'étranger ?

Tous les trois ans en décembre, l'enquête Pisa revêt pour le système éducatif français le costume du Père fouettard. Le vilain bonhomme vient corriger un élève désespérément récalcitrant, incapable de progresser malgré les incantations des politiques et l'empilement des réformes engagées par les gouvernements successifs. Si les compétences des jeunes Français en sciences, évaluées à 495 points par la sixième mouture de l'enquête internationale, placent la France dans la moyenne des pays de l'OCDE (493 points), elle reste aussi la mieux placée dans le classement peu enviable du déterminisme social, incapable de faire réussir, comme d'autres pays comparables, ses élèves les plus en difficulté sociale. Ainsi 118 points séparent le résultat de l'enfant bien né de celui d'origine très modeste. Dans ce contexte et pour sortir d'une déploration stérile, il convient de se pencher sur les caractéristiques qui plombent l'école française et d'aller chercher ce qui permet à d'autres nations de faire mieux. Le ministère avance

l'âge de la population évaluée (15 ans) en espérant une amélioration sensible lors des prochaines échéances pour les élèves qui seront eux passés sous les fourches caudines de sa loi de refondation de l'école. En attendant de vérifier sur pièces, on peut se reporter à l'analyse faite par Nathalie Mons lors du récent colloque FSU sur la réussite de tous les élèves. La sociologue relève l'existence insuffisante de collectifs de travail et d'échange dans les établissements de l'Hexagone, les déficiences de la politique de formation continue, notamment sur le suivi des élèves, des constats partagés par le SNUipp-FSU. Du côté des bons élèves de Pisa, Nathalie Mons pointe la continuité dans les politiques scolaires fondées sur les résultats de la recherche, le soutien aux enseignants pour les sortir de l'isolement de la classe, la centration sur la gestion de la difficulté scolaire et la différenciation pédagogique dès le primaire... Alors, à quand un vrai choc Pisa pour l'école française ?

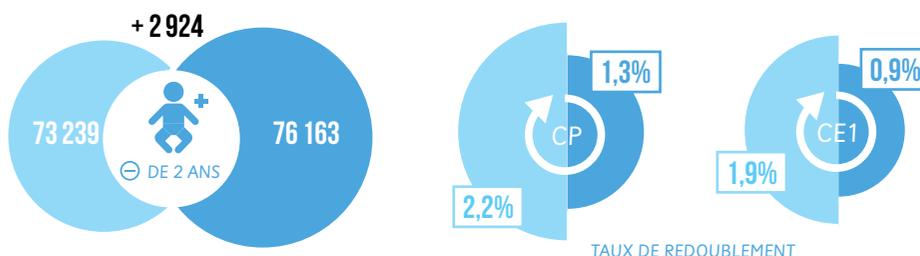
PHILIPPE MIQUEL

PLUS DE DEUX ANS ET MOINS DE REDOUBLEMENTS

Alors qu'à la rentrée 2016 5,8 millions d'élèves sont scolarisés dans les écoles publiques (-0,2% par rapport à 2015) selon le bilan de rentrée de la Depp paru en décembre, deux évolutions sont à noter. Tout d'abord l'augmentation du nombre d'enfants de 2 ans scolarisés dans les écoles publiques et notamment en éducation prioritaire, alors qu'ils stagnent dans le secteur privé. Ensuite, une baisse notable du taux de redoublement dans le public, surtout en CP et en CE1.

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DANS L'ÉCOLE PUBLIQUE À LA RENTRÉE 2016 PAR RAPPORT À 2015

Source MEN, octobre 2016.





COMMUNIQUÉ

DÉMISSIONS D'ENSEIGNANTS : UN MALAISE BIEN RÉEL

Présentées par la ministre comme « extrêmement marginales », les démissions d'enseignants, notamment dans le 1^{er} degré et chez les plus jeunes, progressent d'après un récent rapport sénatorial. Un taux passé de 1,08 % à 3,18 % entre 2012 et 2016 qui met en lumière un phénomène pointé depuis plusieurs années par le SNUipp-FSU. Les résultats de sa dernière enquête auprès des PE débutants révèlent notamment un réel décalage entre la représentation qu'ils se font du métier et les conditions concrètes de son exercice, la difficulté à gérer la classe et l'impact sur leur vie personnelle d'un métier jugé envahissant. Une autre étude, ministérielle celle-ci, relève plus généralement un sentiment d'isolement dans une profession présentée comme la plus exposée aux risques psychosociaux. Il y a donc bien urgence à reconnaître un temps pour travailler en équipe, à développer une formation initiale ambitieuse, à restaurer une formation continue de qualité, à alléger les effectifs de classe et à considérer les enseignants comme des concepteurs de leur métier. Des améliorations indispensables pour qu'ils puissent bien faire leur métier et s'y sentir à leur place.

➤ Rubrique [Le métier/Les conditions de travail](#)

Segpa, quatre élèves sur dix sortent diplômés du système éducatif

Une note de la Depp de janvier fait le point sur le devenir des élèves de Segpa huit ans après leur entrée en 6^e en 2007. Une étude qui ne masque pas les difficultés et révèle des disparités selon les académies.

Que sont devenus les 28 000 élèves orientés en Segpa en 6^e en 2007 ? C'est ce qu'a étudié la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp) dans une note de janvier. Un suivi de cohorte intéressant car peu fréquent. Il montre que huit ans après leur entrée en 6^e, 80 % des élèves ayant atteint la 3^e ont poursuivi leurs études en lycée professionnel, principalement pour passer un CAP. 37 % de la cohorte l'ont obtenu. Les autres ont suivi d'autres formations ou quitté le système scolaire, 15 % avant le brevet quand les autres collégiens ne sont que 4 % dans ce cas. Par ailleurs, les écarts entre académies sont assez prononcés puisque le taux d'accès au CAP varie ainsi de moins de 30 % dans le Sud-Est, académies de Montpellier et d'Aix-Marseille, à plus de 42 % dans celles de Paris, Créteil et Rouen.

La difficulté des parcours en Segpa tient bien évidemment à la population particulière de ces classes puisqu'elles s'adressent aux élèves « présentant des difficultés scolaires graves et durables ». La quasi-totalité, 84 % avaient une année de retard à leur entrée en 6^e, ce qui était, au moment de l'enquête, une des conditions nécessaires à l'orientation. Condition désormais supprimée. Ces élèves de Segpa sont principalement des garçons, à 62%. Ils sont issus en majorité de milieux défavorisés, plus d'un sur deux appartient à une famille d'ouvriers. Depuis la parution de la circulaire Segpa en octobre 2015, le SNUipp-FSU est intervenu plusieurs fois pour défendre les conditions d'enseignement dans ces classes, un maintien des moyens horaires, du cursus 6^e, 5^e, 4^e, 3^e et demander que les décisions d'inclusion soient établies par les équipes et selon les besoins. LAURENCE GAIFFE

Stéphane Gulet, PE co-auteur de « Conduire sa classe »* et du site [ParentsProfslemag](#)

3 QUESTIONS À



« Proposer des conseils réalistes aux enseignants »

Conçu en quatre parties : organiser sa classe,

mettre en œuvre son enseignement, prendre en compte la diversité des élèves, maîtriser les rôles de l'enseignant, le livre propose 30 chapitres et autant de vidéos donnant des exemples en classe réelle. Et une version parodique en ligne...

Que trouve-t-on dans votre livre ?

Nous avons voulu passer en revue toute une année scolaire et proposer des conseils réalistes aux enseignants, débutants ou chevronnés, de la première journée de rentrée à la sortie de fin d'année. Cela va des différentes dispositions des tables avec leur intérêt et leurs contraintes, aux outils pour les élèves, cahiers, classeurs, en pas-

sant par la construction d'une séquence d'apprentissage avec la mise en activité, la recherche puis la synthèse mais aussi les réunions avec les parents. On voulait éviter les conseils infaisables, c'est pourquoi tout ce qu'on propose est illustré par une vidéo dans nos classes, à Tournes (08).

Pourquoi avez-vous ressenti le besoin de l'écrire ?

De par mes observations de stagiaires comme maître-formateur, mais aussi en réfléchissant sur ma propre pratique, je me suis rendu compte que si dans les Espé la formation disciplinaire est de qualité, ce qui manque c'est la relation aux élèves, la façon de leur parler, d'organiser leur participation. Mais aussi la construction d'une journée entière de classe avec ses rythmes, ses transitions. Souvent on prévoit beaucoup trop, on a du mal à varier les séances, les traces écrites.

En même temps vous avez créé le site parodique [Jeanjacqueslemag](#) ?

Oui, durant les deux années de travail, nous avons décompressé en parodiant ce qu'on abordait sérieusement dans le livre. Cela a donné « *Au secours je ne sais pas rédiger une programmation* » ou « *Comment différencier quand ce n'est pas possible* ». Le blog est né comme cela et ça a marché très vite, avec 200 000 visites mensuelles. Il vient de devenir [ParentsProfslemag](#), c'est plus clair car l'idée est de faire rire à la fois les parents et les profs sur les coulisses de l'école, mais de façon bienveillante. Nous ne voulons pas taper sur le ministère ou les enseignants. Cela reste un métier passionnant qui demande de plus en plus de compétences.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENCE GAIFFE

*Écrit avec Boualem Aznag (Retz, 2016), tout comme « Le bonheur est sous le préau » (Jungle 2016).

Du Cher au Jura : faire les cols

À l'école de Saint-Georges-sur-Coulon (18), les élèves partent deux fois dans leur scolarité en classe transplantée, à la mer en cycle 2, à la montagne en cycle 3. L'occasion de prendre un grand bol d'air et de nourrir les apprentissages de situations vécues.

« Elle est là ! » La neige dans la nuit a enfin habillé de blanc ce paysage jurassien où séjournent depuis le 13 janvier les CM1-CM2 de Saint-Georges-sur-Coulon dans le Cher. Ils ont parcouru 405 km depuis la campagne berrichonne pour découvrir les combes et les monts de Lamoura (39) au centre PEP « L'école des neiges ». Mais faute d'or blanc, la classe de neige était plutôt verte. Qu'à cela ne tienne, ils ont troqué les raquettes pour les bottes et le ski de fond pour... du ski alpin rendu possible par les canons à neige de l'espace débutant de la Serra, domaine des Rousses. « De toute façon, la plupart n'avait jamais skié », remarque leur maîtresse, Natacha Ledoux. C'est l'une des habituées du centre puisqu'elle vient ici depuis 2006 un an sur deux, accompagnée de deux collègues en retraite. C'est aussi l'une des rares à rester dix jours au total. « Cela permet de découvrir vraiment le milieu, de vivre ensemble », explique-t-elle, « Et de progresser aussi en ski ». Mais cette activité n'est qu'une partie de l'emploi du temps construit conjointement avec les permanents du centre, la directrice Coralie Bugnot et ses deux adjoints, Frédéric Lafon et Étienne Cambrey, accompagnateurs en moyenne montagne.

Un cahier spécial classe de découverte

« La classe de découverte n'est pas une simple consommation d'activités, avec l'enseignant on établit toute une progression pédagogique », insiste Coralie. C'est une expérience forte de vie collective. « Se respecter, s'entraider cela ne se décrète pas dans une leçon, cela se vit », souligne Pascal Mantray, enseignant détaché pour diriger les Pep39. Au premier trimestre, les élèves ont enclenché le compte à rebours et préparé le séjour. D'abord avec les familles



En plus des huit séances de ski alpin, les élèves ont distingué sapin et épicéa, ainsi que les traces d'animaux à l'aide de clés de détermination. Autant de supports à des textes et photos qui seront exposés aux parents.

pour répondre à toutes les inquiétudes et réunir peu à peu les 100 à 500 € nécessaires par enfant. « On est conscient que c'est une somme, reconnaît Natacha, c'est de plus en plus dur financièrement, il va falloir diminuer la durée. »

La préparation disciplinaire se fait dans un cahier spécial. Tout d'abord en géographie pour situer le Jura, calculer le kilométrage. Puis sur place, la classe travaille sur le milieu montagnard, sa forêt, son habitat. « Sur l'adret il y a plus de soleil c'est là qu'on trouve les maisons », a mémorisé Christophe, CM2, « Ils retiennent bien mieux quand ils voient l'ubac où se trouvent les pistes et l'adret avec le chalet », ajoute la maîtresse qui les garde deux ans. Elle constate à chaque fois l'ancrage des acquis sur la durée. L'enseignante, responsable 24 h/24 dort peu et apprécie d'arriver en terrain connu, « Je sais qui je retrouve, sur qui m'appuyer et tout peut s'adapter facilement. » Ainsi l'activité nivologie

a été repoussée dans l'attente des flocons et remplacée par une séance indoor de secourisme. « De même on profite de la neige quand elle est tombée pour trouver et analyser les traces », précise l'animateur. Ecureuils, renards,

ces « bêtes rousses » qui ont donné leur nom à la station. De retour au centre, des textes de lecture reprennent ce qui a été vu. Télésiège, télésiège lancent naturellement le travail sur les suf-

fixes. Les élèves apprennent à gérer leur argent et produisent des textes. Ils ont écrit à l'office du tourisme avant de partir, aux familles durant le séjour. Au retour, leurs textes et photos seront exposés. La classe découverte, « C'est du travail mais ça vaut vraiment la peine », Natacha serait même prête à bousculer sa réserve naturelle pour encourager les collègues de son secteur à partir, quitte à « en parler en animation pédagogique ».

LAURENCE GAIFFE

« C'est du travail mais ça vaut vraiment la peine ».

en classe de neige

Emmanuelle Boutin, enseignante détachée à l'OCCE 62



3 QUESTIONS À

« *Des expériences qui marquent émotionnellement* »

Pourquoi partir en classe de découvertes ?

Les apports sont nombreux. Déjà dans la construction du citoyen et de l'autonomie. Pour beaucoup d'élèves, il s'agit d'une première séparation familiale, c'est une nouvelle expérience qui les aide à se construire dans leur personnalité et dans leur rapport à l'autre, que ce soit leurs camarades ou l'adulte. Ils se voient autrement et partagent des moments qu'ils ne connaissent pas en classe, les repas, le coucher. Quand il y a des « coups de blues », le maître est là et tout cela instaure une confiance qui se ressent ensuite dans le climat de classe. Et puis, il y a tous les apports disciplinaires. Ils vivent des expériences qui les marquent émotionnellement et leur permettent de mémoriser en profondeur. Quand on visite des châteaux de la Renaissance pendant une semaine, qu'on écrit, qu'on dessine ce que l'on a vu dans la journée, cela marque bien plus que si on avait juste projeté des photos en classe.

Quelles évolutions avez-vous constatées ?

La fréquentation des centres est en baisse mais c'est surtout pour des raisons financières. Beaucoup d'enseignants nous disent qu'ils aimeraient partir mais qu'ils ne le peuvent plus car ils n'ont plus les aides de leur mairie. Cela a été très frappant après l'instauration des nouveaux rythmes scolaires, beaucoup de

communes ont basculé leurs budgets classes de découvertes vers l'animation périscolaire. Les raisons de sécurité sont peu évoquées. Et pour ce qui est de la lourdeur administrative, je dirais qu'il n'est pas plus compliqué qu'avant de monter un dossier. C'est la quantité d'administratif en général dans le métier qui fatigue les enseignants. Les familles peuvent être réticentes à laisser partir leur enfant mais quand le séjour est bien préparé, bien expliqué aux parents, cela débloque les situations.

Comment conseillez-vous les enseignants qui souhaitent partir ?

Nous les accompagnons surtout sur le volet pédagogique, sur la manière de préparer avec la classe afin que les élèves prennent toute leur place dans la construction du séjour. Que ce soit vraiment leur classe de découvertes.

C'est pourquoi nous encourageons les conseils d'élèves qui définissent les thèmes à aborder, l'endroit où aller, les activités. Lorsqu'il y a plusieurs volets culturels possibles, ils peuvent choisir sur lequel mettre l'accent. Les conseils d'élèves permettent aussi de chiffrer les activités, de voir ce qui est faisable ou non, ce qui peut être organisé pour faire baisser les coûts. Il faut prendre le temps de bien préparer et ne pas hésiter à se rapprocher des collègues qui ont l'expérience de séjours.

PROFESSEUR DES ÉCOLES DANS LE PAS-DE-CALAIS, EMMANUELLE BOUTIN A ORGANISÉ DES CLASSES DE DÉCOUVERTE AVEC SA CLASSE. ELLE EST DÉTACHÉE DEPUIS TROIS ANS À L'OCCE 62 QUI A GÉRÉ UN CENTRE D'ACCUEIL À CONDETTE « LES ARCADES » JUSQU'EN SEPTEMBRE. L'ASSOCIATION CONSEILLE TOUJOURS LES ENSEIGNANTS DANS LA PRÉPARATION DE LEUR SÉJOUR.

CEMÉA

DES FORMATIONS ET UN SITE

Les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active sont convaincus des bienfaits des classes de découvertes, notamment pour mieux vivre ensemble et saisir la fragilité de l'environnement. Ils déplorent le manque de formation initiale et continue des enseignants sur le sujet et proposent chaque année des modules dans le cadre des plans académiques sans que cela soit forcément retenu... L'association a également créé avec les Pep un site pour accompagner les enseignants et leur conseille de se rapprocher des structures d'éducation populaire :

<http://classe-decouvertes.org>

CHIFFRES

UNE BAISSÉ DES SÉJOURS DIFFICILE À QUANTIFIER

Les dernières données chiffrées au niveau national datent de 2012 quand l'ANSM, Association nationale des maires des stations de montagne, a évalué la baisse des départs en classe de découvertes à -20 à 30% sur la décennie. Les raisons sont diverses et rejoignent celles invoquées pour expliquer la chute des séjours en « colo » : principalement des difficultés financières avec moins d'aides des collectivités, une charge administrative et des responsabilités qui peuvent rebuter les enseignants. À cela s'ajoute une réticence grandissante des familles à confier leur enfant.



ANALYSE



POUR APPRENDRE AUTREMENT

Lors de la 15^e université d'automne du SNUipp-FSU à Port-Leucate, Eric Dally et Arnaud Tiercelin, responsables respectifs du secteur classe de découvertes en Haute-Savoie et des questions d'éducation à la Ligue de l'enseignement, ont regretté la baisse du nombre de départs en classes transplantées. Ils en ont souligné pourtant l'importance pour ancrer les apprentissages dans le vécu des élèves, que ce soit en géographie, en sciences ou pour mieux vivre ensemble.

[Rubrique L'enfant/Témoignages](#)

21

C'est en moyenne le nombre d'élèves de maternelle pour un ordinateur en classe en 2015, selon la première édition du « *Tableau de bord* » de la Direction du numérique pour l'éducation paru en décembre. Les élémentaires sont un peu mieux lotis avec 1 ordinateur pour 10 élèves. On est encore bien loin du numérique pour tous. Par ailleurs, moins de 30% des écoles primaires disposent d'un débit supérieur à 2Mbits/s.



COLLOQUE

ÉDUCATION PRIORITAIRE, OÙ EN EST-ON ?

Le jeudi 26 janvier, le SNUipp-FSU organise un colloque national sur l'éducation prioritaire en présence d'enseignants de Rep et Rep+ et de chercheurs comme Stéphane Bonnery. L'occasion d'évoquer tout ce qui permet de travailler autrement, maîtres supplémentaires, scolarisation des moins de 3 ans et d'œuvrer à la réussite de tous. Le syndicat dévoilera lors de cette journée les résultats de son enquête auprès de ces équipes.

▸ Rubrique [Le syndicat/La vie du syndicat](#)

ENQUÊTE

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE PE ?



© NIBRA / NABA

Il y a de plus en plus de trentenaires et de « *quadrans* » dans les Espé, c'est ce que constate le Cnesco* dans une enquête consacrée à l'attractivité du métier d'enseignant. L'organisme pointe une évolution sensible du profil des nouveaux enseignants. Ils sont en effet de plus en plus nombreux à choisir le métier en seconde carrière professionnelle. En 2015, « 25 % des admis au concours de recrutement des professeurs d'école

étaient salariés du public et du privé ou demandeurs d'emploi », une proportion en hausse régulière depuis dix ans. Dès lors, se pose la question de la motivation de ces salariés à changer de métier.

La vocation, mais un peu moins que chez les plus jeunes, une « *quête de sens* », un « *besoin de s'engager* », sont leurs principaux ressorts pour devenir PE ; sans doute aussi une part de lassitude face à la dureté des carrières dans le secteur privé. Mais après, que leur réserve l'entrée dans le métier ? L'Observatoire des enseignants débutants du SNUipp-FSU s'est intéressé à ce que deviennent ces nouveaux enseignants. Son étude rendue publique en novembre montre que 60% constatent un décalage entre ce qu'ils imaginaient du métier et sa réalité, 58% reconnaissent qu'ils n'avaient pas anticipé la charge réelle de travail qu'il implique. De plus, 33% déclarent avoir manqué de connaissances et d'accompagnement au cours de leur formation et 88% demandent de la formation continue. Néanmoins, les motifs de satisfaction ne manquent pas : la réussite des élèves pour 63% d'entre eux, la relation avec ces derniers (60%) et la transmission des connaissances pour 53%. FRANCIS BARBE

*« Le métier d'enseignant attire-t-il toujours ? » Conseil national d'évaluation du système scolaire - novembre 2016

EN BREF

AUTORISATION DE SORTIE DU TERRITOIRE

LE RETOUR

L'autorisation de sortie du territoire pour les mineurs qui avait été supprimée en 2013 est rétablie à compter du 15 janvier. S'agissant des voyages scolaires, l'enfant qui quitte le territoire sans être accompagné d'un titulaire de l'autorité parentale devra présenter une pièce d'identité, un formulaire signé par l'un des deux parents ainsi qu'une photocopie du titre d'identité du parent signataire. Si le contexte général post-attentat explique cette décision, c'est un sérieux coup de frein administratif aux échanges scolaires et aux sorties scolaires de proximité pour les écoles des départements frontaliers.

RESTAURATION SCOLAIRE

UN DROIT RENFORCÉ

Un amendement ajouté à la loi Égalité et citoyenneté définitivement adoptée le 22 décembre dernier précise que « *L'inscription à la cantine des écoles primaires, lorsque ce service existe, est un droit pour tous les enfants scolarisés* » et qu'il ne peut être établi « *aucune discrimination selon leur situation ou celle de leur famille.* » Ce texte vient rappeler à l'ordre les maires qui entendaient refuser l'accès à la restauration scolaire, notamment aux enfants dont les parents sont au chômage.

MÉDECINE SCOLAIRE

VISITE À L'ÉCOLE

Alors qu'un arrêté du 3 novembre 2015 a réaffirmé le caractère obligatoire de la visite médicale pour les enfants de 6 ans, il a en même temps ouvert la possibilité de l'externaliser vers la médecine libérale. Dans de nombreux départements, il est demandé aux enseignants, en remplacement de la visite obligatoire, de signaler les élèves relevant d'une visite médicale. Pour le SNUipp-FSU, il est nécessaire de mettre en place les moyens d'une véritable médecine scolaire accessible à tous et de rétablir notamment le dépistage infirmier au CE2.

QUESTIONS RÉPONSES

Je suis professeure des écoles et je souhaite devenir certifiée en mathématiques. Un détachement est-il possible ?

➤ Oui, il est possible de demander un détachement de fonctionnaire de catégorie A dans le corps des certifiés. Toutes les informations concrètes (fiche de candidature, diplômes requis, modalités du détachement, formation, affectation, renouvellement et intégration) figurent dans une note de service annuelle. Pour la rentrée 2017, celle-ci a été publiée au Bulletin officiel de l'Éducation nationale (BOEN) n°47 du 22 décembre 2016. Il est également possible d'accéder au corps des certifiés par liste d'aptitude sur la base de l'article 27 du Décret n°72-581 du 4 juillet 1972 relatif au statut particulier des professeurs certifiés. Une note de service publiée au même BO explicite les modalités.

J'ai fait une demande de changement de département et envoyé les pièces justificatives. Comment savoir en définitive quel sera mon barème ?

➤ Les barèmes seront validés par l'IA-DASEN après consultation de la CAPD. Le serveur SIAM sera à nouveau ouvert du jeudi 2 février au mercredi 8 février 2017 pour vous permettre de consulter ce barème. Signalez toute difficulté rencontrée aux élus du personnel du SNUipp-FSU de votre département.

CARRIÈRE

La prochaine CAPN, initialement prévue le 14 mars 2017, est repoussée au 23 mars. Outre les promotions des détachés à l'étranger déjà prévues, seront également étudiées à cette CAPN les promotions des détachés en France (habituellement traitées à la CAPN de mai).

Vous pouvez contacter les élus du SNUipp-FSU de votre département

pour le suivi des dossiers des détachés en France et la section Hors de France (hdf@snuipp.fr) pour le suivi des détachés à l'étranger.

Le SNUipp vient d'obtenir, suite à sa demande et après bien des difficultés, un groupe de travail CAPN, qui se tiendra le 31 janvier 2017 pour traiter de la question des stages de modules d'initiative nationale ASH (MIN).

DATES DE VERSEMENT DES PAYES ET PENSIONS 2017

2017	Paye	Pension
JANVIER	27	30
FÉVRIER	24	27
MARS	29	30
AVRIL	26	27
MAI	29	31
JUIN	28	29
JUILLET	27	28
AOÛT	29	30
SEPTEMBRE	27	28
OCTOBRE	27	30
NOVEMBRE	28	29
DÉCEMBRE	21	22

>> calendrier prévisionnel

NB : Les dates affichées sont les dates de valeur. Selon le fonctionnement de votre établissement bancaire, vous pouvez constater un décalage de 24 heures sur votre relevé.

LU DANS LE BO

N°45 DU 8 DÉCEMBRE 2016

- Un décret sur les conseils de la vie collégienne
- Une circulaire sur la scolarisation des élèves en situation de handicap

N°46 DU 15 DÉCEMBRE 2016

- Une circulaire sur les chorales scolaires
- Une note de service sur le mouvement et l'affectation des personnels dans les établissements d'enseignement français en principauté d'Andorre - année scolaire 2017-2018
- Une circulaire sur la candidature à des emplois de directeur national, régional ou départemental de l'UNSS - année scolaire 2017-2018

N° 47 DU 22 DÉCEMBRE 2016

- Une note de service sur le calendrier 2017 de l'orientation et de l'affectation des élèves
- Une note de service sur la campagne de solidarité et de citoyenneté de la Jeunesse au plein air 2017
- Une note de service sur l'avancement de grade des chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive et des PEGC
- Une note de service sur l'accès aux corps des professeurs certifiés et des professeurs d'EPS
- Une note de service sur le détachement de fonctionnaires de catégorie A dans les corps des personnels enseignants des 1^{er} et 2nd degrés et personnels d'éducation relevant du ministère de l'Éducation nationale
- Un arrêté portant nomination des médiateurs académiques

N°1 DU 5 JANVIER 2017

- Une circulaire sur la lutte contre le décrochage scolaire
- Une note de service sur l'organisation et le calendrier du brevet (DNB) dans les centres d'examen ouverts à l'étranger - session 2017
- Une circulaire sur l'organisation du programme Jules Verne (séjours professionnels à l'étranger) pour l'année scolaire 2017-2018
- Une note de service sur l'organisation du concours externe supplémentaire au titre de l'académie de Créteil - session 2017
- Publication de postes ouverts au sein des missions de lutte contre le décrochage scolaire

N°2 DU 12 JANVIER 2017

- Deux notes de service sur : le détachement et l'intégration dans le corps des personnels de direction pour l'année 2017 et l'inscription sur la liste d'aptitude pour l'accès au grade de personnel de direction de 2^e classe au titre de l'année 2017
- Une présentation de l'université d'hiver - Belc 2017 sur les métiers du français dans le monde
- Une circulaire sur la sélection annuelle des administrateurs civils recrutés par la voie dite du «tour extérieur» - année 2017
- Une présentation du « Trophée civisme et défense » et du « Prix armées-jeunesse » - édition 2016-2017

From Queen's hat to whales and crocodiles*

You want to take your students chasing the Queen through the streets of London, make them discover British humour, sail on the dark waters of Scotland, take an elephant into an English bus, or follow a baby crocodile afraid of the water? This rubric is for you. There is no better way to discover English culture than diving into children's books, of which there is a vast list of styles and genres to choose from.

*Retrouvez la version française de cette chronique sur snuipp.fr



GRUSH
A CHILD OF BOOKS, by Oliver Jeffers, ill. Sam Winston, Ed. Candlewick Press

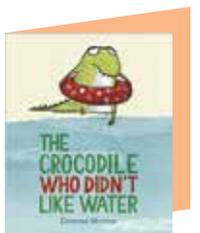
A little girl sails on an ocean of words and arrives at a young boy's home. She invites him to share multiple adventures in the world of stories: from treasure hunts to hide-and-seek in the Forest of Tales, from climbing castles to escaping monsters, the world of children tales is here developed. Original drawings based on typography serve as a setting, when the text is handwritten and spread over the pages. A beautiful occasion to discover fines arts in English.



WE FOUND A HAT,
 by Jon Klassen,
 Ed. Candlewick Press
 Cycle 2

Two turtles find a hat. There is only one hat for the both. And the hat looks good on both of them. What to do?

Out of the question that this hat will be shared! Therefore, as the sun goes down and night falls, it will remain something to dream about. A very simple text and minimal illustrations: the turtles, the hat, a blade of grass, a cactus... on pretty backgrounds in shades of grey. A very nice album to tell a tale, to play and to speak about dreams and friends.



THE CROCODILE WHO DIDN'T LIKE WATER,
 by Gemma Merino,
 Ed. Macmillan
 Cycle 2

A little crocodile who loves to climb trees instead of playing in the water with the others:

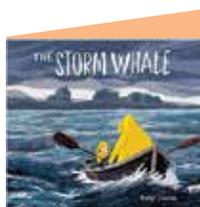
here is a revisited Ugly Duckling. Only much funnier. Our crocodile is adorable in the red lifebelt he bought with his own pocket money ("teeth money") and his terrified grin. While you have a clue, from the beginning, about the outcome of the story the suspense works and you laugh until the end. It is about differences and what you love and feel. We love the pictures of this baby crocodile who is able to split fire.



THE QUEEN'S HAT,
 by Steve Antony, Ed.
 Hodder Children's books
 Cycle 2

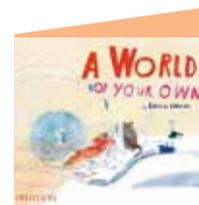
A gust of wind and the Queen's hat flies away. Chasing it, the Queen

(followed by her guards) goes all around London: Trafalgar square, London zoo, London underground, the ferry wheel, Tower bridge, Big ben and Kensington Palace... A splendid occasion to visit London and to point out the role of the Queen, the folklore of the Queen's Guard as well as to discover London monuments... with a little amount of texts and very funny drawings: black lines punctuated by the guards' red jackets and the little blue overcoat of the Queen running ahead of them.



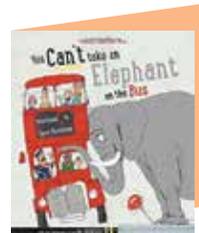
THE STORM WHALE,
 by Benji Davies,
 Ed. Henry Holt and
 Company New York
 Cycle 3

A little boy, living on an island alone with his father, finds a baby whale lying on the beach after a storm. He brings it home and hides it in the bathtub, not sure if his dad will approve the new guest's presence. The softness of the story is carried by the illustrations that set the maritime landscape. This will be a journey for your eyes and starting page one, they already will be attracted by finding the six cats. A story about loneliness and tenderness.



A WORLD OF YOUR OWN,
 by Laura Carlin,
 Ed. Phaidon
 Cycle 3

The good thing about creating a world is that you can put what you want in it. The author redraws his own house using a photograph and reveals his design of creation: starting with reality and reinventing it. The text and illustrations, closely complementary, take an interest in the vicinity and, step by step, rebuild an entire world. This book is less disconnected than it seems and has a kind of British sense of the Absurd. It allows a large number of different activities.



YOU CAN'T TAKE AN ELEPHANT ON THE BUS,
 by Patricia Cleveland-Peck,
 ill. David Tazzyman, Ed.
 Bloomsbury Publishing
 Cycle 3

If you can't take an elephant on the bus, it is, as well, rather impossible to bring a tiger on the train, a giraffe on a plane and a whale on a bike. The extravagant humour is served by hilarious illustrations of the different means of transportation. How do the animals actually travel? You'll have to wait until the end of the story to find out. The text is quite accessible and the situations are a very good support to learn the language.

MARION KATAK www.facebook.com/marion.katak

DES ROBOTS POUR CODER



Avec le robot-abeille Beebot, les élèves peuvent préparer jusqu'à 40 déplacements et les entrer sur l'appareil en appuyant sur les boutons.

Avance, tourne à droite... l'abeille-robot Beebot se déplace sur le quadrillage au sol et quand elle atteint la fleur, les programmeurs jubilent. Ils ont cinq ans et pour eux le codage informatique est... un jeu d'enfants. Patricia Dutertre, en GS à l'école Willy Brandt d'Élancourt dans les Yvelines, s'est laissée convaincre l'année dernière par la conseillère pédagogique Patricia Mandras de coder avec des robots. « *Je voulais m'ouvrir à un nouveau domaine que je ne connaissais pas du tout* », témoigne l'enseignante, « *et qui pouvait apporter beaucoup à mes élèves* ». Des dizaines d'appareils, Beebot, Thymio, voire Nao sont mis à disposition par l'académie et des animations pédagogiques organisées. « *On a commencé par le vivre physiquement* ». En salle de motricité, les élèves se sont faits machines, se déplaçant selon des consignes données type « *Jacques a dit : avance de trois pas en avant* ». Puis la classe est passée à des jeux de l'oie. « *Souvent ils jouent peu à la maison, alors ils comptent la case de départ* ». En décembre, la maîtresse a sorti les Beebot et là, grand succès ! Les GS manipulent d'abord librement afin de comprendre à quoi servent les boutons, en avant, en arrière...

Progrès en latéralisation, en numération, en langage

Ensuite, ils préparent par deux un programme sur papier avec des flèches pour que l'abeille se déplace sur un quadrillage au sol, suivant par exemple les images d'une histoire lue ensemble. « *Certains sont capables tout de suite d'abstraction et visualisent tout le parcours pour atteindre l'objectif* ». Enfin, ils appuient sur les boutons du robot qui correspondent. Quatre pressions sur « *en avant* » par exemple pour avancer de quatre cases. Soit ils rentrent toute la suite d'instructions d'un coup. Soit au fur et à mesure du parcours, un élève dicte et le binôme appuie. Patricia apprécie cet esprit de coopération « *qui rejaillit sur toutes les activités de recherche* ».

À chaque fois, ils expliquent leur démarche aux autres et « *progressent donc aussi en langage et en numération car ils comptent des dizaines de déplacements* ». À partir du CE1-CE2, le codage se prépare sur ordinateur avec des visuels à assembler puis le robot est connecté. En mai, tous se rencontrent lors du 2^e challenge Skyrob du bassin d'éducation avec un même parcours imposé mais des difficultés croissantes selon les âges.

LAURENCE GAIFFE

EN BREF

TICE

CRÉER SA BD

Classe Tice propose neuf outils numériques (logiciels et applications) pour créer des bandes dessinées en classe avec les TICE. Chacun des logiciels (BD Studio Pratic, LibreOffice, Chogger, Makebeliecomix...) est présenté avec son « plus » pédagogique : prise en main par les élèves, attractivité, simplicité d'utilisation, rapidité de réalisation, liberté dans la mise en page, possibilité d'ajouter des voix off... Certains proposent des tutoriels pour aider la prise en main.

classetice.fr

THÉMATIQUES

400 WEBDOCS GRATUITS

L'atelier Canopé de Vendée a identifié et classé dans des tableaux thématiques plus de 400 webdocumentaires accessibles gratuitement en ligne. Treize tableaux sont proposés : langues étrangères, sport, lettres, histoire, sciences, arts, santé, valeurs de la République, mais aussi pédagogie, éducation aux médias et à l'information ou encore orientation professionnelle. Cette impressionnante compilation centrée sur la narration interactive et utilisable en classe permet de retrouver d'un simple clic aussi bien la visite des grottes de Lascaux qu'une émission d'Arte sur les camps de réfugiés.

canope-vendee

VIDÉO

L'ÉDUCATION EN QUESTIONS

26 films de 13 min pour revisiter les grandes personnalités de la pédagogie, Célestin Freinet, Maria Montessori, Paulo Freire ou encore Janusz Korczack... Ces vidéos réalisées en 1999-2001 portent la marque de leur époque et doivent aussi être interrogées de ce point de vue. Mais elles soulèvent des questions universelles et intemporelles sur l'éducation qui gardent toute leur actualité. Parallèlement, Philippe Meirieu présente et commente des pratiques actuelles d'éducateurs. Ces vidéos sont désormais en accès libre.

meirieu.com

Pollution en ville, quelles échappatoires ?

KARINE LÉGER,
ASSOCIATION DE MESURE
AIRPARIF

« La pollution actuelle est due pour moitié aux émissions des véhicules et pour moitié au chauffage au bois, mode de chauffage fortement émetteur de particules quand le foyer est ouvert. »

JEAN-PHILIPPE SANTONI,
PNEUMOLOGUE

« La pollution de fond a un impact sanitaire beaucoup plus important que les pics, elle est un facteur de risque ou d'aggravation de maladies respiratoires comme l'asthme ou la broncho-pneumopathie chronique obstructive. »

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

« Chaque année en France, 48 000 décès prématurés sont liés à la pollution de l'air, soit 145 personnes par jour. Pour couvrir le coût sanitaire (hospitalisations, consultations médicales, dépenses en médicaments...), les Français doivent s'acquitter d'une facture annuelle de plus de 100 milliards d'euros. »

CHRISTOPHE NAJDOVSKI,
MAIRIE DE PARIS

« Il y a eu un problème d'application de la circulation alternée et d'absence de contrôle, préjudiciable à l'opération. Quand on fait des règles, il faut qu'elles soient respectées. Cela a permis de ne pas ajouter de la pollution à la pollution. »

Depuis décembre, les pics de pollution se multiplient dans les grandes villes françaises Paris, Lille, Lyon. Au-delà des réactions à court terme, circulation alternée, transports publics gratuits, est-il possible de trouver des solutions pérennes ?

Les alertes pollution se sont succédé en ville depuis le 30 novembre. En cause : les particules fines et le dioxyde d'azote. Ces matières microscopiques dégagées par la combustion du bois, des carburants et les vapeurs industrielles sont en général dissipées par le vent ou la pluie. Mais un beau temps sec, froid et sans vent a fait office de couvercle et tout maintenu au sol à hauteur des bronches. Résultat, Paris, Lyon ou Grenoble ont connu une

Interdire les véhicules les plus polluants

Alors sont décidées en urgence des mesures guère popul'air. Difficile d'agir vite sur l'industrie et le chauffage, c'est donc le trafic routier qui est visé. Six jours durant à Paris a été décidée la circulation alternée des véhicules et pour la première fois à Lyon. Un jour les plaques d'immatriculation paires, le lendemain les plaques impaires, mesure associée à la gratuité des transports publics. Problème, elle ne permet pas de cibler

les véhicules les plus polluants et les contrevenants ont été nombreux, si bien que le trafic n'a baissé que de 5 à 10 % et la pollution de même. De plus, la gratuité a un coût, environ 4 millions d'euros par jour estime le Stif*, à mettre en regard de l'impact économique de la pollution, bien supérieur (lire ci-contre). À plus long terme, Paris ou Grenoble ont instauré des vignettes obligatoires Crit'air, des autocollants de couleur classant les véhicules selon leur âge et leur carburant afin d'interdire les plus polluants en ville en cas d'alerte. Sont également prévus tram-bus, stationnement résidentiel incitatif...

Le but est de diminuer la place de la voiture en ville et notamment du diesel, le plus producteur de particules fines. La maire de Paris a même annoncé vouloir le bannir du centre d'ici à 2020, provoquant la bronca des transporteurs routiers. Autres mesures, des bonus encouragent la rénovation des chauffages ou l'achat d'une voiture neuve plus propre, entre 1000 et 10 000 €. Pas toujours suffisant pour les plus bas revenus, qui ont souvent des véhicules anciens et polluants.

LAURENCE GAIFFE

* Syndicat des transports d'Île-de-France



En réponse à la pollution urbaine chronique, les pouvoirs publics manient la carotte et le bâton. Bonus pour moderniser son chauffage ou changer de voiture, vignettes de couleur dans le but d'interdire les véhicules les plus polluants lors des pics.

pollution jamais vue depuis dix ans, en concentration comme en durée. On a mesuré jusqu'à 146 microgrammes/m³ dans la capitale quand le seuil d'alerte est franchi dès 80 mg et ces pics ont duré des semaines entières. Non sans effets sur la santé, invisibles mais bien réels. Les poumons s'encrassent, en profondeur, la finesse de ces particules leur permettant de pénétrer dans le sang. Si les symptômes immédiats peuvent sembler mineurs, pour les personnes plus fragiles l'exposition répétée à cette pollution peut entraîner des affections respiratoires ou cardiovasculaires. Et pas seulement en ville.

EN BREF

AIDE AUX MIGRANTS

DÉLIT DE SOLIDARITÉ DANS LES ALPES-MARITIMES

Huit mois de prison avec sursis ont été requis à l'encontre de Cédric Herrou, agriculteur dans la vallée de la Roya (06) pour avoir aidé des migrants érythréens. La décision sera rendue le 10 février prochain. Une semaine avant, Pierre-Alain Mannoni, enseignant-chercheur était relaxé dans un procès semblable mais il sera rejugé le parquet ayant fait appel. Dans le même temps, quatre habitants de la Roya ont été renvoyés devant le tribunal correctionnel le 10 mai prochain pour des faits similaires. Pour le SNUipp-FSU, le délit de solidarité est inacceptable et doit être définitivement supprimé. Toutes les informations « *Roya Citoyenne* » sur roya06.unblog.fr

ENVIRONNEMENT

1 MILLION D'EMPLOIS POUR LE CLIMAT

Un rapport publié le 12 janvier dernier par plusieurs organisations sociales environnementales et des syndicats dont la FSU, fait état de propositions pour créer 1 million d'emplois pour le climat à l'échéance de 2020. Les auteurs du rapport remarquent que si l'argent nécessaire pour mener à bien une véritable transition écologique ne manque pas, la volonté politique fait quant à elle cruellement défaut. Des organisations qui s'engagent dans le même temps à mener campagne sur cette question dans les mois à venir.

emplois-climat.fr

ÉTUDES UNIVERSITAIRES

UNE SÉLECTION DÉPLACÉE EN M1

C'est désormais à l'entrée du master que va se dérouler la sélection des étudiants. Les universités pourront à la rentrée prochaine fixer leur capacités d'accueil pour l'accès en M1. En cas de refus elles devront communiquer leur décision motivée à l'étudiant. Elles ne pourront plus en revanche sélectionner entre le M1 et le M2 sauf dans deux disciplines, le droit et la psychologie. Les étudiants actuellement en M1 ne sont pas concernés par la réforme.

Jérôme Blanc-Gras, professeur des écoles et guide de haute montagne



POURTRAIT

C'est dans la vallée du Giffre en Haute-Savoie que Jérôme partage son temps entre deux activités qu'il juge complémentaires : son activité de professeur des écoles et celle de guide de haute montagne. Enseigner, c'était son rêve depuis qu'il était adolescent car il ne pensait pas alors faire de sa pratique amateur de l'alpinisme un métier. Et pourtant, alors qu'il obtient son concours de PE en 1997 il se lance dès l'année suivante dans le probatoire pour entrer à l'école nationale de ski-alpinisme (ENSA) et devenir quelques années plus tard guide de haute montagne.

« Deux métiers dans lesquels on ne peut pas s'engager à moitié », confie-t-il. « À l'école, les élèves nous ramènent au quotidien de la classe et quand on est en montagne avec des clients sur une course engagée on doit rester concentré sur ce que l'on fait ». Deux métiers qui nécessitent une préparation importante en amont. Qu'il s'agisse de préparer la classe ou de préparer une course cela se fait sur des temps communs et il a fallu que Jérôme apprenne à le gérer. Penser à consulter la météo,

réserver un refuge tout en organisant les activités du lendemain avec les élèves. C'est le temps personnel et familial qui en pâtit. Pour pouvoir concilier les deux activités il a recours au temps partiel qui lui permet aussi de passer du temps avec ses enfants. Avec le recul il se rend compte que son métier de guide lui permet de tenir, constitue une respiration importante face au cadre régulier et rigoureux de la classe avec des horaires fixes, une présence obligatoire, une contrainte physique. Les courses en montagne près des nuages ne l'empêchent pas de se spécialiser auprès des élèves en situation de handicap ou en grande difficulté scolaire. Il enseigne en SEGPA, puis en ULIS et passe son CAPA-SH option D. Son métier de guide les élèves en profitent par le récit, car il s'est rendu compte de l'importance de partager cette passion mais aussi par la pratique de projets en montagne avec eux. Le lien entre les deux métiers, c'est la pédagogie, car dit-il, « Guide c'est aussi un métier de passeur ».

LAURENT BERNARDI
* École nationale de ski et d'alpinisme

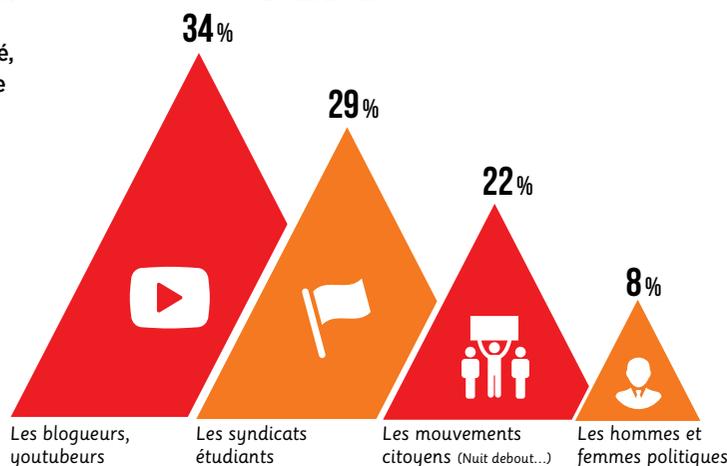
INSTALLÉ EN HAUTE-SAVOIE, JÉRÔME BLANC-GRAS INTERVIENT ÉGALEMENT DANS LA FORMATION DE RECYCLAGE DES GUIDES CHAPOTÉE PAR L'ENSA*. IL PRIVILÉGIE DANS SON TRAVAIL DE GUIDE LE SUIVI AU LONG COURS DE PERSONNES QUI SOUHAITENT PROGRESSER DANS LEUR PRATIQUE QUE CE SOIT EN SKI-ALPINISME, EN CASCADE DE GLACE OU EN PARAPENTE.

LES JEUNES PEU SÉDUITS PAR LA POLITIQUE

Le dernier sondage BVA sur l'engagement des 17-24 ans dresse un portrait contrasté de cette jeunesse. Si près de la moitié, 43%, pensent voter à la prochaine présidentielle, ils sont 65% à pourtant estimer que leur avis n'est pas pris en compte par les politiques, trop éloignés de leur quotidien. Et, signe des temps, ce sont les réseaux sociaux qu'ils placent en tête pour les représenter, suivis de cinq points par les syndicats étudiants. Loin derrière les hommes et femmes politiques...

Source BVA, novembre 2016.

POURCENTAGE DES JEUNES INTERROGÉS SE SENTANT REPRÉSENTÉS PAR...



« Génération what » : un portrait des jeunes Français

Une vaste enquête portant sur les 18-34 ans, « Génération what », dresse le portrait impressionniste d'une jeunesse française qui, malgré un espoir dans l'avenir quelque peu érodé, conserve l'optimisme et le dynamisme propre à son âge.

«Devoir composer avec l'incertitude»: c'est peut-être le fil rouge qu'on peut dérouler à partir de la vaste enquête menée en 2016 par France télévisions et les sociétés Yami 2 et Upian auprès de 320 000 jeunes Français âgés de 18 à 34 ans. Dans cette consultation inédite, réalisée sur Internet, ils se sont exprimés sur leur vie personnelle, leur rapport à l'école et à l'emploi mais aussi sur leurs opinions politiques et leurs points de vue sur la société française et l'Europe.

L'école, expérience douloureuse

Si le contexte social et économique ne les incite pas à l'optimisme puisque 73% se dépeignent comme une « *génération sacrifiée ou perdue* », ils conservent pour la plupart une grande

confiance dans leur capacité à tirer leur épingle du jeu en ne comptant que sur eux-mêmes (48%). Ils sont quand même 59% à avoir le sentiment de « *maîtriser leur destin* » et 65% sont prêts à être heureux en profitant de l'instant présent même s'ils doivent pour cela vivre seuls et sans travail régulier. Persuadés en tous cas de bénéficier du soutien quasi inconditionnel d'une famille qui soutiendra tous leurs choix pour 87% d'entre eux même quand ils seront confrontés au chômage ou à l'inactivité. Côté vie privée, l'amitié (76%) et bien sûr l'amour (86%) restent des valeurs refuge incontournables avec une sexualité qu'ils abordent de façon ouverte, sans guère de tabous. Leurs pratiques sexuelles diversifiées débordent le seul cadre de l'hétérosexualité et

ils regardent souvent en spectateurs la « *Manif pour tous* » puisqu'ils sont 21% à avoir essayé l'amour homosexuel et 87% à ne pas être choqués « *par un couple homo qui se roule une pelle dans la rue* ».

S'ils conservent un engagement patriotique (48% prêts à se battre pour leur pays) et citoyen (62% prêts à participer à un grand mouvement de révolte), ils manifestent sans surprise une défiance écrasante envers le système politique: 87% n'ont pas confiance en la politique, 99% associent les hommes politiques à la corruption! Comme François Hollande en son temps, ils sont 93% à avoir compris que la finance dirige le monde mais 66% n'ont pas confiance dans l'Europe bien qu'ils soient 72% à souhaiter que la France reste dans l'Union européenne.

Tout fraîchement émoulus du système éducatif, ils n'en portent pas moins un constat sévère sur celui-ci. Les deux tiers pensent « *qu'il ne donne pas sa chance à tous* » et réfutent l'idée qu'« *il récompense le mérite* ». L'école n'est d'ailleurs pas forcément une bonne expérience. Un jeune sur cinq s'y est senti méprisé et un quart dit y avoir connu une situation de souffrance. Seul un petit tiers reconnaît y avoir été heureux. Un des nombreux enseignements de cette enquête à méditer pour les enseignants. PHILIPPE MIQUEL

Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités

3 QUESTIONS À



« La précarité des enfants, c'est celle de leurs parents »

Selon l'INSEE, un million de pauvres en

plus en dix ans en France, comment l'expliquez-vous?

Le premier facteur c'est la situation sociale qui résulte principalement de l'augmentation du chômage. Une partie de la population subit la faiblesse des allocations chômage et beaucoup de jeunes n'ont aucune indemnisation. De plus, les minima sociaux c'est environ 500 euros, alors que le seuil de pauvreté c'est 50% du salaire médian, environ 900 euros. Le 2^e facteur est structurel, c'est le développement de la monoparentalité et pas seulement depuis la crise. La possibilité de rompre une

union se paie par des conditions de vie très difficiles pour les femmes qui peuvent les amener à basculer dans des situations précaires. En même temps, l'élévation du taux d'activité féminine réduit la pauvreté des femmes adultes et âgées.

Quelles sont les caractéristiques clés pour comprendre la pauvreté?

Notre étude dresse pour la première fois un portrait de la pauvreté en France. Ce qui en ressort, c'est le milieu social et le niveau de qualification. C'est un déni social de faire comme si tout le monde risquait de basculer dans la pauvreté car la crise frappe très majoritairement les milieux modestes.

Avant la pauvreté concernait des populations plus âgées (agriculteurs, femmes...) alors que maintenant elle touche une population plus jeune concernée par l'ampleur des périodes de chômage et de précarité, des carrières de plus en plus heurtées et socialement inégales pour les milieux populaires. La surreprésentation des femmes dans les familles monoparentales est aussi l'une des caractéristiques de la pauvreté.

Les enfants représentent une part importante des pauvres en France, que préconisez-vous?

La pauvreté des enfants n'existe pas. Ils sont de familles pauvres.

On reporte la pauvreté sur d'autres critères mais la précarité c'est celle de leurs parents. Le problème est moins de mettre en place des dispositifs de lutte contre la pauvreté que d'agir à long terme et de lutter contre le chômage et partager les revenus. Massivement, la pauvreté c'est le milieu social et la question c'est « *qu'est-ce qui fait que la pauvreté se reproduit?* » Le système scolaire joue un très grand rôle pour réduire les inégalités sociales. Le problème de fond, c'est que l'école est inégalitaire, fondée sur un modèle culturel du diplôme notamment à partir du collège.

PROPOS RECUEILLIS PAR VIRGINIE SOLUNTO

AGENDA

8 ET 9 MARS À BREST (29)

7^{ES} RENCONTRES NATIONALES DES PROJETS ÉDUCATIFS LOCAUX

« *Projet locaux d'éducation : développer une action éducative de qualité* ». Les Francas ont choisi cette année de profiter du renouvellement des Projets éducatifs de territoire pour identifier les conditions d'une réussite pérenne et de qualité. Les 8 et 9 mars prochains à Brest, des ateliers, des conférences, un forum et une table ronde permettront aux participants d'échanger sur les politiques publiques locales d'éducation.

🐞 www.francasbzh.fr

DU 29 MARS AU 1^{ER} AVRIL À HYÈRES (83)

32^E CONGRÈS DE LA FNAREN

C'est dans le département du Var que se tiendra le rendez-vous annuel des rééducatrices et rééducateurs de l'Éducation nationale. Un congrès pour affirmer les « Reliances rééducatives » qui participent, comme l'indique le titre, des « Cheminements pour une école prévenante et bienveillante. » On notera la venue de conférenciers renommés comme Boris Cyrulnik, Hélène Romano, Jean-Pierre Siméon, Omar Zanna ou encore Jean-Pierre Royol. 🐞 www.fnaren.fr

5 ET 6 AVRIL À CASSIS (13)

12^{ES} ENTRETIENS DE LA PETITE ENFANCE

Deux journées de conférences et de débats sont organisées pour travailler à la construction d'espaces accueillants et d'une école maternelle qui répondent aux besoins spécifiques de ce jeune public. Relations aux familles, littérature jeunesse, construction langagière, autant de sujets qui seront abordés lors de ces rencontres où l'on note la présence de Vivianne Bouysse, Nathalie Brisac, Michel Fayol, ou encore Françoise Carraud. Renseignements et inscriptions :

🐞 www.ducotedesenfants.fr

JANVIER - FÉVRIER

72^E CAMPAGNE DE SOLIDARITÉ DE LA JPA

Plus de 70 ans après sa création, cette campagne de solidarité pour le droit aux vacances de tous les enfants est portée par une association née au moment de la généralisation des congés payés en 1936. Les enseignants pourront trouver un dossier complet afin d'inscrire ce projet de solidarité dans la vie de la classe. Une action pour rappeler que les colonies de vacances et les centres de loisirs sont l'un des derniers espaces où les enfants issus de milieux sociaux et culturels différents se rencontrent, se découvrent et apprennent de leurs différences. 🐞 www.jpaa.asso.fr

CINÉMA

PRIMAIRE

Une école, des élèves et Florence, une professeure des écoles dévouée magnifiquement incarnée par Sara Forestier. Quand elle rencontre le petit Sacha, un enfant en difficulté, elle va tout faire pour le sauver, quitte à délaisser sa vie de mère, de femme et même remettre en cause sa vocation. Ce film dresse le portrait complètement humain d'une vie profes-

sionnelle surinvestie qui comme dans beaucoup d'autres métiers peut conduire à oublier sa vie personnelle et affective. Florence se débrouille comme elle peut à l'intérieur du système, parce qu'elle croit en l'école de la République, laïque, gratuite et obligatoire. C'est une classe ordinaire, où les enfants ne se font pas de cadeau et où l'on accueille une petite fille autiste, accompagnée par une AVS, M^{me} Duru, incarnée par Guilaine Londez. Les échanges dans la salle des maîtres sont très réalistes et n'éclatent pas les désaccords que l'on peut trouver au sein d'une équipe.

Difficile quand on est enseignant de regarder avec distance une héroïne faire le travail que l'on réalise tous les jours. Les professeurs des écoles y trouveront sûrement quelques imperfections, des exagérations. N'empêche, c'est bien parce que Florence ressemble aux enseignants d'aujourd'hui que ce film a quelque raison de parler à ceux qui font la classe au quotidien ou à

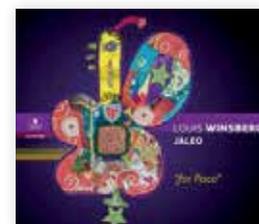
ceux qui l'ont fréquentée. Dans la veine du film *Hippocrate* de Thomas Lilti sorti en 2014 qui évoquait la vie quotidienne des internes à l'hôpital, la réalisatrice Hélène Angel réussit à faire entrer le spectateur dans la vie complexe et mouvementée d'une école. Dommage qu'elle ait cédé aux sirènes de la querelle des méthodes de lecture en utilisant un manuel purement syllabique qui débloque miraculeusement la situation d'une petite fille de CM2. Qu'importe, ce film est d'abord une fiction et pourra se voir en famille pour alimenter quelques beaux moments de discussion sur l'école primaire dont on comprend qu'elle doit rester une priorité. JULIEN CÉSAR



MUSIQUE

UNE JOLIE GREFFE MUSICALE

Louis Winsberg continue d'explorer les frontières du flamenco bien au-delà de l'Andalousie. Le troisième album de Jaleo est toujours dédié à celui qui su créer des passerelles entre le flamenco, le jazz et la musique classique dans les années 70, Paco de Lucia. C'est de cet espace de liberté qu'il est question. L'ancien guitariste du groupe de jazz-rock Sixun appelle cela « *une greffe* », comme un transfert d'une jeune pousse flamenco sur une autre plante. Il est question ici de correspondances entre le jazz, les musiques modales, l'Inde, l'Andalousie et le Maghreb. Louis Winsberg est à la guitare, oud, mandoline, saz, Sabrina Romero au chant, à la danse, au cajon, Jean-Christophe Maillard au saz, aux chœurs, à la guitare, Cédric Baud à la guitare, au saz, à la mandoline et Stéphane Édouard aux percussions, au bendir, aux tablas. D'autres musiciens viennent faire vivre cette aventure musicale lumineuse et joyeuse. La guitare garde souvent la main, sans trop quitter les voix et les percussions. La couleur est donnée, brillante et méditerranéenne. LAURE GANDEBEUF



LOUIS WINSBERG JALEO
« FOR PACO »
LABEL BLEU/L'AUTRE
DISTRIBUTION.

Géraldine Farges, sociologue

ENTRETIEN AVEC

« Les enseignants plus exposés aux contraintes de temps et à la pression »

La prise en compte des risques psychosociaux est une donnée relativement nouvelle dans l'éducation nationale. Pourquoi une telle évolution ?

Cette prise en compte récente est à mettre en parallèle d'un intérêt également assez récent pour le travail enseignant comme objet de recherche, c'est-à-dire comme un ensemble de réalisations concrètes, souvent éloignées des demandes institutionnelles.

La recherche nord-américaine, notamment les travaux de Tardif et Lessard au Québec, a certainement eu une influence sur la prise en compte de cette problématique par les chercheurs français. Les données comparatives internationales ont par ailleurs contribué à mettre le sujet sur l'agenda. Dans d'autres contextes, comme au Québec, le fait que de nombreux enseignants démissionnent, partent en retraite avant l'âge légal etc. est un problème public. En France, l'idée est assez répandue que les enseignants seraient en quelque sorte protégés par leur emploi stable. Cependant, cela mérite une attention accrue.

Quels enseignements peut-on tirer de l'enquête récente de la Depp sur le sujet ?*

Il me semble que le premier apport de cette enquête porte sur l'approche en elle-même, comparative. L'utilisation de l'enquête de la Dares pour comparer les enseignants entre eux et avec d'autres travailleurs, est bienvenue. À bien des égards, les enseignants connaissent des changements professionnels que d'autres salariés connaissent aussi, tout particulièrement ceux du secteur public. Le second enseignement selon moi porte sur les différences mises au jour entre les enseignants du premier et du second degré.

L'étude révèle en effet que les enseignants du premier et du second degré ne sont pas exposés aux mêmes risques, ou n'y sont pas exposés suivant la même intensité. Le troisième enseignement me semble être que le ressenti de difficultés professionnelles n'est pas incompatible avec un intérêt fort pour le travail lui-même. Le fait que ces deux aspects du travail coexistent n'est pas forcément rassurant, car cela peut signifier un niveau élevé d'attentes par rapport au métier, et donc possiblement de frustration.

Comment analyser le fait que les enseignants du premier degré se déclarent plus affectés par ces risques que d'autres fonctionnaires ?

Si l'on suit l'étude de la Depp, les enseignants du premier degré sont plus exposés au manque de soutien hiérarchique, aux contraintes de temps et à la pression. Le temps de travail statutaire de ces enseignants comporte désormais des tâches à faire en plus de l'enseignement, sur lesquelles ils doivent rendre des comptes. Or, personnaliser les enseignements ou les actions éducatives, répondre aux besoins particuliers, cela demande beaucoup de temps. En outre, ces enseignants sont placés sous l'autorité d'une institution très présente, qui se rappelle à eux souvent, mais qui, dans le même temps n'est pas présente au jour le jour dans leur contexte de travail. Là, ils doivent trouver par eux-mêmes des solutions aux problèmes et gérer en autonomie les incertitudes constitutives du métier d'enseignant.

Quels leviers peut-on actionner pour faire évoluer ce ressenti négatif des enseignants sur leur métier ?

Ce n'est pas qu'une question de ressenti et je voudrais plutôt insister sur un résultat de cette étude de la Depp, qui converge avec des enquêtes que nous menons avec des collègues actuellement. Certes, les enseignants sont des agents de l'État, mais ils revendiquent une expertise professionnelle, issue de la formation (de plus en plus longue), de l'expérience, du fait qu'ils sont amenés, bon gré mal gré, à trouver leurs propres solutions ou façons de faire. Ils ont cependant souvent l'impression de ne pas pouvoir valoriser cette expertise. Les enseignants ont des attentes en termes de stabilité statutaire certes, mais aussi de valorisation personnelle au travail qui peuvent être insatisfaites à cause des affectations provisoires, des comptes à rendre, des tâches diverses qui ne font pas toujours sens dans le quotidien scolaire. PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE MIQUEL

*Les enseignants face aux risques psycho-sociaux : DEPP décembre 2016



GÉRALDINE FARGES EST MAÎTRE DE CONFÉRENCES EN SCIENCES DE L'ÉDUCATION À L'UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE. ELLE PARTICIPE AUX TRAVAUX DE L'INSTITUT DE RECHERCHES SUR L'ÉDUCATION (IREDU) DANS LE DOMAINE DE LA SOCIOLOGIE ET DE L'ÉCONOMIE DE L'ÉDUCATION.